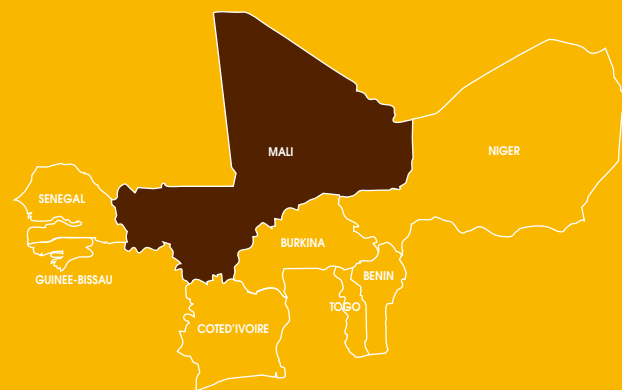




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU BUDGET
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2012

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

.....
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

.....
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI AU TITRE DE L'ANNEE 2012

(Élaborée selon les principes et règles édictées par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI parue en 2009)

SECRETARIAT DU COMITE ASSURE PAR LA BCEAO

94, AVENUE MOUSSA TRAVELE
BP 206 – BAMAKO – MALI
TEL. (223) 20 22 37 56
FAX. 20 22 47 86
WWW.BCEAO.INT

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	8
1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE.....	8
2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI.....	11
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	16
1.1 Balance commerciale de biens.....	17
1.1.1 Exportations de biens	17
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1.2 Orientation géographique des exportations de biens.....	20
1.1.2 Importations de biens.....	22
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	22
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	22
1.1.2.3 Orientation géographique des importations	24
1.2 Balance des services.....	26
1.2.1 Exportations de services.....	27
1.2.2 Importation de services.....	27
1.3. Compte de revenu primaire.....	28
1.4. Compte de revenu secondaire.....	29
II. COMPTE DE CAPITAL.....	31
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	31
2.2 Transferts en capital.....	31
III. COMPTE FINANCIER.....	32
3.1 Investissements directs.....	32
3.2 Investissements de portefeuille	33
3.3 Dérivés financiers.....	33
3.4 Autres investissements.....	33
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	34
4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	34
4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	34
4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires	35
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	36
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette.....	36
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	37
CONCLUSION.....	39
ANNEXES.....	40
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	42
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	50
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	51

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

GRAPHIQUES

	Pages
Graphique 1 : Evolution du compte courant	16
Graphique 2 : Structure du compte courant	17
Graphique 3 : Evolution des exportations de marchandises	19
Graphique 4 : Destination des exportations	20
Graphique 5 : Commerce intra-UEMOA en 2012	21
Graphique 6 : Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	22
Graphique 7 : Evolution des importations de marchandises FOB	24
Graphique 8 : Origine des importations	24
Graphique 9 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	25
Graphiques 10 : Evolution de la balance des services	26

TABLEAUX

	Pages
Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises	9
Tableau 2 : Balance des paiements en termes de transaction (présentation résumée)	14
Tableau 3 : Balance des paiements en termes de transaction (optique BCEAO)	15
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes	16
Tableau 5 : Evolution du compte de biens	17
Tableau 6 : Evolution des exportations de biens	17
Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	18
Tableau 8 : Evolution des exportations par principaux produits	19
Tableau 9 : Evolution des importations de biens	22
Tableau 10 : Evolution des importations par principaux produits	23
Tableau 11 : Evolution des exportations et importation de services	26
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	26
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire	29
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire	29
Tableau 15 : Evolution du compte de capital	31
Tableau 16 : Evolution du compte financier	32
Tableau 17 : Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	34
Tableau 18 : Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts	35
Tableau 19: Evolution des avoirs extérieurs nets	35
Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette	37
Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette	38

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DNCC	:	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNTTFM	:	Direction Nationale des Transports
INSTAT	:	Institut National de la Statistique (ex DNSI)
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FED	:	Fonds Européen de Développement
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
IADM	:	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
ISBLM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine
URTNA	:	Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique

AVANT PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats (Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010). Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le FMI de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Le manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN) et le manuel de statistiques monétaires et financières.

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

RESUME

L'environnement économique international est demeuré instable en 2012, caractérisé par le ralentissement de l'activité, en rapport avec les incertitudes liées à la persistance de la crise des dettes souveraines dans la zone euro. Ainsi, le taux de croissance réel de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% contre 3,9% en 2011.

Sur les marchés internationaux, le prix de l'or s'est apprécié de 6,4% et celui du baril de pétrole de 1,0% en moyenne. En revanche, le cours du coton-fibre a reculé de 39,0% par rapport à l'année 2011. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié, en moyenne, sur l'ensemble de l'année 2012, de 7,7% vis-à-vis du dollar américain et de 7,6% par rapport au yen japonais.

Au sein des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), une évolution favorable de la croissance économique a été observée, en liaison avec la reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire, l'essor de la production minière et le redressement de la production agricole. Le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,4%, après 0,7% en 2011. Quant au taux d'inflation dans l'UEMOA (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation), il est ressorti en moyenne à 2,4% contre 3,9% en 2011, du fait de la dissipation de la crise ivoirienne, de la baisse des prix des produits pétroliers au Niger et de l'augmentation de la production vivrière.

L'activité économique au Mali a été sujette à de nombreuses perturbations du fait des crises politique, institutionnelle et sécuritaire survenues en 2012. Ces crises ont entraîné la suspension de la coopération avec les principaux partenaires techniques et financiers, se traduisant par le gel des financements extérieurs. Ainsi, le taux de croissance a baissé, ressortant à -0,4% contre 2,7% en 2011. Cette contraction de l'activité économique est surtout imputable aux secteurs secondaire et tertiaire dont les valeurs ajoutées ont connu respectivement une régression de 2,8% et 7,9%, après une hausse de 8,0% et 3,8% en 2011. Le taux d'inflation a culminé à 5,3% en moyenne annuelle contre 3,0% en 2011. En outre, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est amélioré, atteignant 1,5% du PIB contre 7,6% en 2011, dans un contexte de révision à la baisse des objectifs de recettes et d'effort de maîtrise des dépenses publiques, induits par la crise.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2012 font état d'une amélioration du profil des échanges extérieurs, dont le solde global est ressorti excédentaire de 1.118 millions¹, contre un déficit de 44.613 millions un an plus tôt.

Le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 139.206 millions, en amélioration de 170.540 millions par rapport au montant de l'année 2011. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant hors transferts officiels est ressorti à 3,2% en 2012, après avoir atteint 7,8% en 2011. Cette évolution s'explique par une forte amélioration de 214.071 millions de la balance commerciale, qui est ressortie excédentaire pour la première fois depuis plus de 5 ans. Elle est cependant atténuée par les échanges de services et de revenu primaire qui se sont soldés par des déficits de 367.225 millions et 234.831 millions respectivement, en détérioration de 28.672 millions et 16.925 millions par rapport à

1 Sauf indication contraire, la monnaie de référence dans le rapport est le franc CFA.

2011.

Quant au compte de capital, son solde excédentaire s'est établi à 53.383 millions en 2012, en détérioration de 130.950 millions par rapport à son niveau de 2011, du fait de la suspension de l'aide extérieure accordée par les partenaires techniques et financiers, en raison de la crise socio-politique.

S'agissant du compte financier, il a affiché un solde de -97.404 millions, après -150.986 millions en 2011. Ce montant correspond à 103.875 millions d'acquisition nette d'actifs financiers et 201.279 millions d'accroissement net des passifs.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 43.825 millions à fin 2012 tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 44.943 millions, conduisant ainsi à un excédent global de la balance des paiements de 1.118 millions.

La position extérieure globale s'est chiffrée à -1.915.252 millions, après -1.820.558 millions un an plus tôt, en raison de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE²

L'activité économique mondiale s'est caractérisée en 2012 par la fragilité de l'environnement économique et financier, en raison des incertitudes suscitées par la persistance de la crise des dettes souveraines en zone euro. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2012, après 3,9% en 2011. Ce ralentissement a été induit, d'une part, par la faiblesse des investissements, en liaison notamment avec la dégradation du système financier mondial et, d'autre part, par le niveau élevé de l'endettement public qui constitue un frein à l'expansion économique.

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été moins soutenue, en dépit du regain enregistré aux Etats-Unis et au Japon. Le produit intérieur brut a enregistré une progression de 1,2% en 2012, après une réalisation de 1,7% en 2011, imputable à la récession en zone euro où le PIB a enregistré une baisse de 0,6% en 2012 contre une hausse de 1,5% en 2011. Aux Etats-Unis, le PIB a enregistré une variation de 2,2%, contre 1,8% en 2011, tandis qu'au Japon, une croissance de 1,9% a été notée.

Au sein des pays émergents et en développement, il est enregistré un ralentissement de la croissance économique en 2012, avec un taux de croissance du PIB de 4,9%, contre 6,2% en 2011. Ainsi, en Chine, la croissance est demeurée forte, ressortant à 7,8% en termes réels, contre 9,3% en 2011. La production a augmenté de 4,0% en Inde et de 0,9% au Brésil. Sous l'impulsion du dynamisme des exportations de matières premières et de l'essor des dépenses dans les infrastructures, notamment dans les pays de la zone franc, la croissance du PIB en Afrique subsaharienne est ressortie à 4,9% en 2012, après 5,4% en 2011.

Contrairement à l'année précédente, le taux de chômage a régressé aux Etats-Unis et au Japon, en s'inscrivant à 7,8% et 4,2%, après 9,0% et 4,6% respectivement. En revanche, la situation sur le marché de l'emploi reste une source de préoccupation en Europe. Pour la zone euro, le taux de chômage est ressorti à 11,7%, en hausse d'un point de pourcentage. Au Royaume-Uni, le taux de chômage s'est maintenu à 7,8%.

En 2012, les marchés financiers mondiaux ont été globalement bien orientés, avec le redressement progressif des principaux indices boursiers, sous l'effet du retour de la confiance des investisseurs dans les politiques économiques mises en œuvre en zone euro. Ainsi, l'indice EuroStoxx 50 a enregistré une hausse de 13,4%. Les indices Dow Jones et Nasdaq (Etats-Unis) ont connu une évolution similaire en progressant de 7,3% et 15,9% respectivement. Sur le marché des changes, l'euro a pâti des difficultés de la zone à juguler la crise de la dette souveraine et des tensions socio-politiques liées à la mise en œuvre des politiques d'austérité budgétaire dans certains Etats membres. Le cours de l'euro s'est déprécié, en moyenne de 7,7% vis-à-vis du dollar US, de 7,6% et 6,6% par rapport respectivement au yen et à la livre sterling. En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution similaire face aux mêmes devises.

² Sources des données : Rapport annuel 2012 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises

Devises	Taux annuel moyen en FCFA		Variation
	2011	2012	
Dollar des Etats-Unis	471,23	510,55	8,34%
Franc suisse	532,17	544,23	2,26%
Livre sterling	755,82	808,95	7,03%
Yen japonais	5,91	6,4	8,26%
Yuan chinois	73,02	80,97	10,88%

Source : BCEAO

Au titre des matières premières, les cours des principaux produits de base ont connu des évolutions différenciées. Cette situation s'explique par l'évolution de l'écart entre l'offre et la demande mondiale, consécutive à la crise internationale, à l'impact des aléas climatiques sur l'offre et aux craintes suscitées par des facteurs géopolitiques.

Les prix de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré en 2012 des baisses par rapport aux niveaux atteints en 2011. En moyenne sur l'année 2012, les cours mondiaux de ces produits ont reculé de 39,0% pour le coton, 32,9% pour l'huile de palmiste, 19,7% pour le cacao et 6,0% pour le café. En revanche, l'or qui a continué de jouer son rôle de valeur refuge, dans un contexte d'incertitudes, a vu son cours se renforcer de 6,4% en 2012. De même, l'indice des cours du pétrole est ressorti en progression de 1,0% entre 2011 et 2012.

Au sein de l'UEMOA, les Etats membres ont renoué avec une nouvelle dynamique de croissance forte, tirée par la réalisation de grands projets de développement et l'investissement privé, après une année 2011 difficile, marquée par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et la sécheresse au Sahel. Ainsi, malgré l'impact d'une conjoncture internationale peu favorable et des chocs internes, le PIB de l'Union a enregistré une progression de 6,4% en 2012 contre 0,7% un an plus tôt. Ce rebond de la croissance est lié à la forte reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire, l'essor de la production minière consécutif à la mise en valeur de plusieurs projets dans les domaines aurifère et pétrolier, le redressement de la production agricole ainsi que le raffermissement de la production industrielle dans un contexte de disponibilité de l'offre d'énergie électrique. Par ailleurs, une décélération des prix a été enregistrée en 2012, après la progression de 2011, le taux d'inflation passant en moyenne de 3,9% en 2011 à 2,4% en 2012, en liaison avec la dissipation de la crise ivoirienne, la baisse des prix des produits pétroliers au Niger et la hausse de la production vivrière de contre-saison.

L'exécution des opérations financières des Etats de l'Union en 2012 s'est déroulée dans un contexte difficile caractérisé par des pressions sur les dépenses, induites par la crise alimentaire dans de nombreux pays, une forte demande sociale ainsi que les efforts d'investissements publics en infrastructures. En dépit de ces contraintes, les finances publiques ont dégagé en 2012 un profil favorable. Le déficit global (base engagements, hors dons) s'est atténué, se situant à 5,4% du PIB en 2012 contre 6,4% en 2011.

Au niveau des comptes monétaires, la situation globale de l'Union en 2012 a été caractérisée par l'accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression du crédit intérieur. La progression de la masse monétaire a été atténuée par le repli de 261.100 millions des avoirs extérieurs nets des

institutions monétaires, qui se sont établis à 5.578.300 millions à fin 2012, du fait de la dégradation de la position nette de l'Institut d'émission. Les réserves officielles de change ont ainsi diminué de 242.200 millions pour se situer à 7.051.200 millions à fin 2012, avec un taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale de 105,5% contre 109,1% en 2011.

Au regard de la modération des pressions inflationnistes et des risques pesant sur l'évolution de l'activité économique dans l'Union, la Banque Centrale a décidé de baisser ses taux directeurs de 25 points de base, en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs de croissance économique que se sont fixés les Etats membres. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt de prêt marginal ont été fixés respectivement à 3,0% et 4,0% à compter du 16 juin 2012.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI³

En 2012, l'économie malienne a subi les effets de la situation socio-politique et de la crise sécuritaire nées du coup d'Etat de mars 2012. Cette crise a entraîné la suspension de la coopération avec les principaux partenaires techniques et financiers, se traduisant par le gel des financements extérieurs.

Dans ce contexte difficile, le taux de croissance économique est ressorti à -0,4% contre 2,7% en 2011. Cette contraction de l'activité économique est surtout imputable aux secteurs secondaire et tertiaire dont les valeurs ajoutées ont connu respectivement une diminution de 2,8% et 7,9%, après une hausse de 8,0% et 3,8% en 2011. Le produit intérieur brut s'est établi, à prix courants, à 5.290.668 millions, en hausse de 5,3% par rapport à l'année 2011.

La hausse de 8,6% enregistrée dans le secteur primaire est liée à l'augmentation de la production agricole, notamment la branche agriculture vivrière hors riz et la branche consolidée du riz dont les taux de croissance ont été respectivement de 17,9% et 10,0% en 2012, après -1,8% et -24,6% en 2011. Quant à la production de coton, elle a progressé de 1,8% en 2012 par rapport à l'année précédente.

Le taux de croissance du secteur secondaire est ressorti à -2,8% en 2012, contre 8,0% en 2011. Cette baisse est imputable principalement aux branches "bâtiments et travaux publics" et "agroalimentaire boisson-tabac" dont les taux de croissance sont ressortis respectivement à -25,0% et -16,0% en 2012 contre 5,0% et 18,6% en 2011. Par contre, les branches "industries textiles" et "produits de l'extraction" ont connu une hausse en s'établissant respectivement à 40,0% et 9,2% en 2012 contre 31,0% et 0,0% en 2011.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de -7,9% en 2012 contre 3,8% en 2011, sous l'effet de la branche "autres services marchands non financiers". En pourcentage du PIB, le secteur a représenté 35,0% en 2012 contre 37,9% en 2011.

La progression des prix, mesurée par la variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), s'est établie à 5,3% en 2012, soit 2,3 points de pourcentage de plus qu'en 2011 où l'indice avait augmenté de 3,0%. Cette situation résulte de la mauvaise campagne agricole 2010/2011 et des effets néfastes des crises sécuritaire, politique et institutionnelle survenues en 2012.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution du budget de l'Etat a été perturbée par la crise au nord et le coup d'Etat du 22 mars 2012 ayant entraîné la suspension des aides extérieures. Cette situation a obligé les Autorités à ajuster à la baisse les prévisions de recettes et de dépenses. Sur cette base, l'exécution des opérations financières s'est traduite par une réduction du déficit global, base engagements et hors dons, à 82.000 millions, soit 1,5% du PIB contre un ratio de 7,6% en 2011, traduisant l'effort de maîtrise des dépenses publiques dans un contexte de crise. Cette évolution résulte d'une réduction des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 994.900 millions en 2012, après 1.247.400 millions précédemment. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 718.800 millions en 2012, dont 291.100 millions de dépenses de personnel, contre 710.000 millions dont 265.100 millions au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux

³ Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

recettes fiscales, les dépenses courantes sont passées de 96,7% en 2011 à 94,7% en 2012. Les recettes totales, quant à elles, se sont inscrites à 912.800 millions au titre de la période sous revue, dont 758.700 millions de recettes fiscales, après 866.600 millions en 2011 dont 734.200 millions de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 17,2% en 2012, soit le même taux que les deux années précédentes. Les recettes fiscales se sont chiffrées à 14,3% du PIB en 2012, après 14,6% en 2011. Les dons, pour leur part, ont atteint 13.000 millions (ou 0,2% du PIB et 1,5% des dépenses budgétaires) en 2012, après 193.900 millions (ou 3,8% du PIB et 16,9% des dépenses budgétaires) en 2011.

La situation monétaire à fin 2012 a été caractérisée par une timide hausse de la position extérieure nette des institutions monétaires et la hausse du crédit intérieur. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 696.736 millions, en augmentation de 2.813 millions ou 0,4% par rapport à leur niveau de fin 2011, du fait de la hausse de 45.666 millions de la position extérieure des banques, atténuée par le repli de 42.853 millions de celle de la Banque Centrale. Quant à l'encours du crédit intérieur, il s'est accru de 198.932 millions (ou 23,5%) pour s'établir à 1.044.561 millions à fin 2012. Cette évolution est essentiellement imputable à la position nette du Gouvernement qui s'est dégradée de 149.057 millions et, dans une moindre mesure, des crédits à l'économie qui se sont raffermis de 49.875 millions. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 1.718.048 millions à fin 2012, soit un accroissement de 15,2% par rapport à son montant de fin 2011, reflétant l'évolution du crédit intérieur.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un excédent de 1.118 millions au terme de l'année 2012, après un déficit de 44.613 à fin 2011. Quant à la position extérieure globale à fin 2012, elle s'est établie à -1.915.252 millions, en détérioration de 94.693 millions, du fait de l'augmentation du stock de passifs financiers.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en cinq parties : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale. Elles seront présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 3 ("optique BCEAO") est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme des avoirs extérieurs officiels nets (ceux de la Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques,

Autres secteurs, Banque Centrale et autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation “optique BCEAO”, ces rubriques excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

TABLEAU 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 212 955	2 352 161	-139 206
1.A	Biens et services	1 708 273	2 018 484	-310 212
1.A.a	Biens	1 532 160	1 475 146	57 014
1.A.a.1	Marchandises générales	467 521	1 475 146	-1 007 626
1.A.a.1.1	Dont réexportations			0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	-985	0	-985
1.A.a.3	Or non monétaire	1 065 624	0	1 065 624
1.A.b	Services	176 113	543 338	-367 225
1.A.b.3	Transport	1 311	343 411	-342 100
1.A.b.3.0.2	Dont fret	0	305 824	-305 824
1.A.b.4	Voyage	72 357	52 072	20 285
1.A.b.0	Autres services	102 445	147 855	-45 410
1.B	Revenus primaires	41 410	276 242	-234 831
1.B.1	Revenus des salariés	16 490	17 995	-1 505
1.B.2	Revenus des investissements	17 014	252 146	-235 131
1.B.3	Autres revenus primaires	7 906	6 101	1 805
1.C	Revenus secondaires	463 272	57 435	405 837
1.C.1	Administrations publiques	42 564	13 561	29 003
1.C.1.4	Aides budgétaires	3 750		3 750
1.C.2	Autres secteurs	420 708	43 874	376 834
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	405 953	38 562	367 390
2	Compte de capital	55 606	2 222	53 383
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	145	1 900	-1 755
2.2	Transferts en capital	55 461	322	55 138
2.2.1	Administrations publiques	15 737	0	15 737
	Remises de dettes	6 555	0	6 555
2.2.2	Autres secteurs	39 724	322	39 401
3	Compte financier	110 868	207 155	-96 286
3.1	Investissements directs	8 143	203 122	-194 978
3.2	Investissements de portefeuille	27 497	6 455	21 042
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	111 703	-2 422	114 125
3.5	Avoirs de réserves	-36 475	0	-36 475
6	Erreurs et omissions nettes	-2 157 693	-2 147 229	-10 464

Source : BCEAO

TABLEAU 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

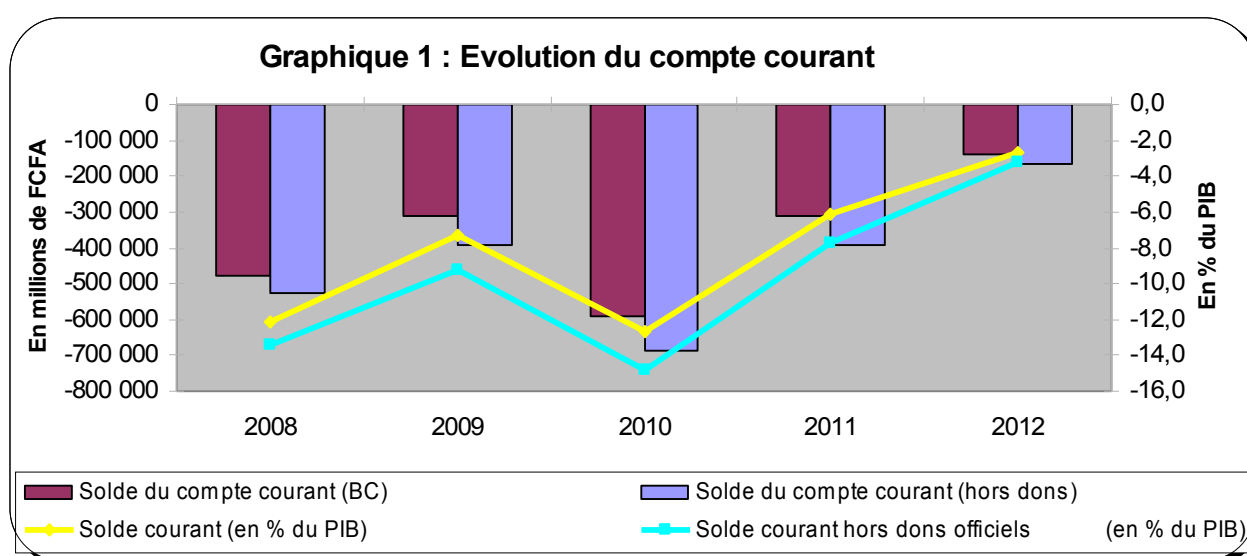
	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 212 955	2 352 161	-139 206
1.A	Biens et services	1 708 273	2 018 484	-310 212
1.A.a	Biens	1 532 160	1 475 146	57 014
1.A.a.1	Marchandises générales	467 521	1 475 146	-1 007 626
1.A.a.1.1	Dont réexportations	0	0	0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	-985	0	-985
1.A.a.3	Or non monétaire	1 065 624	0	1 065 624
1.A.b	Services	176 113	543 338	-367 225
1.A.b.3	Transport	1 311	343 411	-342 100
1.A.b.3.0.2	Dont fret	0	305 824	-305 824
1.A.b.4	Voyage	72 357	52 072	20 285
1.A.b.0	Autres services	102 445	147 855	-45 410
1.B	Revenus primaires	41 410	276 242	-234 831
1.B.1	Revenus des salariés	16 490	17 995	-1 505
1.B.2	Revenus des investissements	17 014	252 146	-235 131
1.B.3	Autres revenus primaires	7 906	6 101	1 805
1.C	Revenus secondaires	463 272	57 435	405 837
1.C.1	Administrations publiques	42 564	13 561	29 003
1.C.1.4	Aides budgétaires	3 750	0	3 750
1.C.2	Autres secteurs	420 708	43 874	376 834
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	405 953	38 562	367 390
2	Compte de capital	55 606	2 222	53 383
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	145	1 900	-1 755
2.2	Transferts en capital	55 461	322	55 138
2.2.1	Administrations publiques	15 737	0	15 737
	Remises de dettes	6 555	0	6 555
2.2.2	Autres secteurs	39 724	322	39 401
				0
3	Compte financier	103 875	201 279	-97 404
3.1	Investissements directs	8 143	203 122	-194 978
3.2	Investissements de portefeuille	466	5 679	-5 213
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	95 266	-7 522	102 787
	Administrations publiques	0	4 985	-4 985
3.5	Autres secteurs	95 266	-12 507	107 772
				0
6	Erreurs et omissions nettes	-2 157 693	-2 147 229	-10 464
				0
7	Solde global	6 993	5 876	1 118
				0
8	Avoirs et engagements extérieurs	-6 993	-5 876	-1 118
8.1	Banque Centrale	36 475	-7 350	43 825
8.2	Autres institutions de dépôts	-43 469	1 474	-44 943

Source : BCEAO

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte de transactions courantes qui recense l'ensemble des échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle (transferts courants), entre agents économiques résidents et non-résidents, est ressorti déficitaire de 139.206 millions en 2012, en amélioration de 170.540 millions par rapport au montant de l'année 2011. Cette progression résulte essentiellement de l'amélioration du solde de la balance commerciale qui a affiché un excédent de 57.014 millions, après un déficit de 157.057 millions en 2011. Elle est atténuée par l'augmentation respective de 8,5% et 7,8% du déficit de la balance des services et de celle des revenus primaires.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est amélioré avec un déficit de 2,6% (3,2% hors transferts officiels) en 2012 contre 6,2% (7,8% hors transferts officiels) en 2011. Le graphique et le tableau ci-après retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2008 et 2012.



Sources : BCEAO et INSTAT.

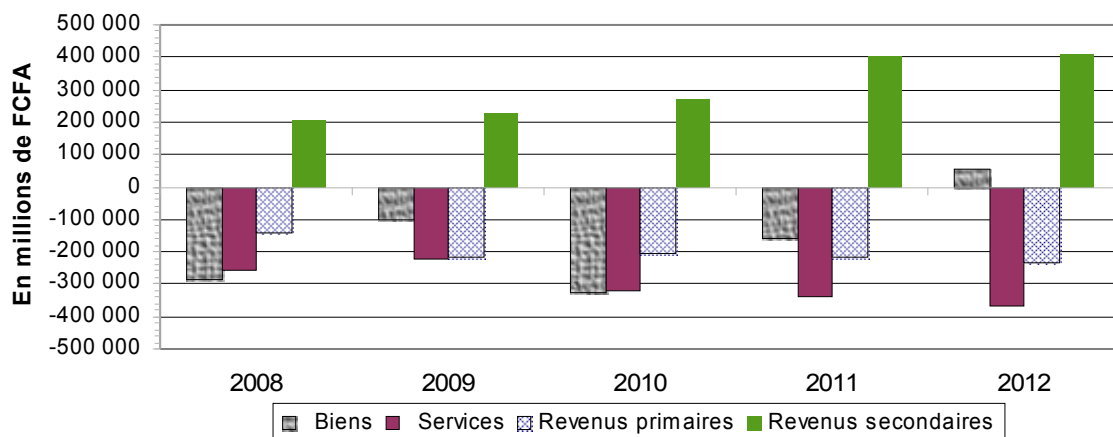
Tableau 4 : Compte de transactions courantes

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Biens et services	-539 900	-322 920	-648 070	-495 610	-310 211
Biens	-284 300	-99 200	-329 170	-157 057	57 014
Services	-255 600	-223 720	-318 900	-338 553	-367 225
Revenus primaires	-139 990	-215 960	-207 520	-217 906	-234 831
Revenus secondaires	203 700	229 650	266 230	403 770	405 837
Solde du compte courant (BC)	-476 190	-309 230	-589 360	-309 746	-139 206
Solde du compte courant (hors dons)	-523 710	-391 570	-687 470	-390 791	-168 209
PIB Nominal	3 912 800	4 232 900	4 655 691	5 024 304	5 290 668
Solde courant (en % du PIB)	-12,2	-7,3	-12,7	-6,2	-2,6
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-13,4	-9,3	-14,8	-7,8	-3,2

Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2012, aux flux de services et de revenu primaire, les flux de biens et de revenu secondaire étant ressortis positifs.

Graphique 2 : Structure du compte courant



Sources : BCEAO et INSTAT.

1.1 Balance commerciale de biens

Les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2012 par un excédent de 57.014 millions, en amélioration de 214.071 millions par rapport à 2011 où elles avaient affiché un déficit de 157.057 millions. Ainsi, le solde de la balance commerciale s'est amélioré de 136,3%, en liaison essentiellement avec la progression marquée des exportations. Malgré le contexte national marqué par les crises politique et sécuritaire et la gestion du déficit alimentaire né de la campagne agricole 2011/2012, cette performance s'explique par la hausse du cours et du volume de l'or exporté ainsi que par les ventes par anticipation du coton-fibre à un cours favorable. Ainsi, la couverture des importations par les exportations est mieux assurée avec un taux de 103,9%, en hausse de 16,1 points par rapport à 2011. De même, le degré d'ouverture commerciale est ressorti à 56,8%, en hausse de 8,8 points de pourcentage par rapport à 2011.

Tableau 5 : Compte de biens

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations de biens	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160
Importations de biens	1 222 750	936 020	1 345 770	1 284 712	1 475 146
Balance commerciale de biens	-284 300	-99 200	-329 170	-157 057	57 014
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	76,7	89,4	75,5	87,8	103,9
Degré d'ouverture commerciale (en %)	55,2	41,9	50,7	48,0	56,8

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1 Exportations de biens

1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données ajustées⁴ de l'année 2012, les exportations totales ont atteint 1.532.160 millions, en augmentation de 404.505 millions (ou +35,9%) par rapport au montant de 2011. Cette hausse est liée à l'ensemble des principaux produits exportés, exceptés les combustibles minéraux.

⁴ Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	292 580	201 310	256 280	324 137	467 521
dont réexportations	36 196	20 717	32 515	77 405	
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	-1 470	-627	-985
Or non monétaire	645 870	635 510	761 790	804 145	1 065 624
TOTAL EXPORT (FOB)	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est amélioré en 2012, en s'affichant à 3,7% contre 5,2% en 2011, soit 1,5 point de moins. Cette évolution résulte de l'accroissement de 35,9% des exportations dans un contexte de repli du service de la dette (-2,4%).

TABLEAU 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations totales	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160
Service de la dette publique extérieure	41 600	45 900	45 391	58 800	57 400
Service de la dette/export en %	4,4	5,5	4,5	5,2	3,7

Sources : BCEAO, INSTAT, DGDP.

1.1.1.2 Composition des exportations de biens

A l'instar des années précédentes, les exportations du Mali sont dominées par quatre principaux produits, à savoir l'or non monétaire (69,1%), le coton fibre (12,5%), l'engrais (5,4%) et les animaux vivants (3,8%).

Les exportations d'or non monétaire ont progressé de 261.419 millions (ou +32,5%) en 2012, en raison de l'évolution à la hausse du volume vendu et du cours sur le marché international. Cette orientation favorable des cours du métal jaune sur les marchés a permis au secteur aurifère d'obtenir un prix moyen de vente de 21.558,3 FCFA/g en 2012 (21.973,3 FCFA/g pour les sociétés industrielles) contre 18.168,1 FCFA/g en 2011. Cette évolution a été accentuée par l'augmentation de 5.169,7 kilogrammes (+11,7%) des volumes d'or exportés qui se sont établis à 49.429,8 kilogrammes en 2012. L'accroissement de la production traduit essentiellement l'entrée en production de la mine de Goukoto qui a compensé la baisse de la production des mines de Yatela et Morila dont les réserves sont en phase d'épuisement. En outre, le volume exporté inclut 4.000 kilogrammes d'or de production artisanale (orpaillage)⁵, soit 8,1% du total des exportations d'or.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 190.994 millions en 2012, en hausse de 100.094 millions (ou +110,1%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette progression est induite par la hausse du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT), qui est ressorti à 1.270,6 FCFA/kg en 2012 après 904,0 FCFA/kg la campagne précédente. Ce niveau élevé de prix, comparativement aux cours observés sur le marché en 2012, s'explique par le fait que la CMDT a vendu par anticipation (par la signature de

⁵ La production de l'orpaillage exportée est estimée à 4 tonnes par les services statistiques.

contrats en 2011), l'essentiel de la production de la campagne 2011/2012 au prix favorable qui prévalait à l'époque sur les marchés. Parallèlement, les volumes exportés se sont accrus de 49,4%, soit 49.702,5 tonnes de plus que l'année précédente, en ligne avec le niveau de production de coton-graine de la dernière campagne.

Les exportations d'engrais ont poursuivi leur progression en conservant leur troisième rang, soit 5,4% des exportations totales. Ainsi, elles ont atteint 82.042 millions, après 73.275 millions en 2011, en liaison avec la hausse de la demande dans les pays de la sous-région, notamment le Bénin, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Quant aux exportations d'animaux vivants, elles sont ressorties à 58.749 millions, en augmentation de 12.502 millions (ou 27,0%) par rapport à la période précédente. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays côtiers de la sous-région.

Les exportations de combustibles minéraux d'un montant de 8.342 millions en 2012 constituent des réexportations de kérosène destiné à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

Enfin, la part des autres produits d'exportation est également en hausse de 39.540 millions, en l'occurrence, les produits alimentaires (fruits, produits vivriers et boissons), les peaux et cuirs et les petits appareils.

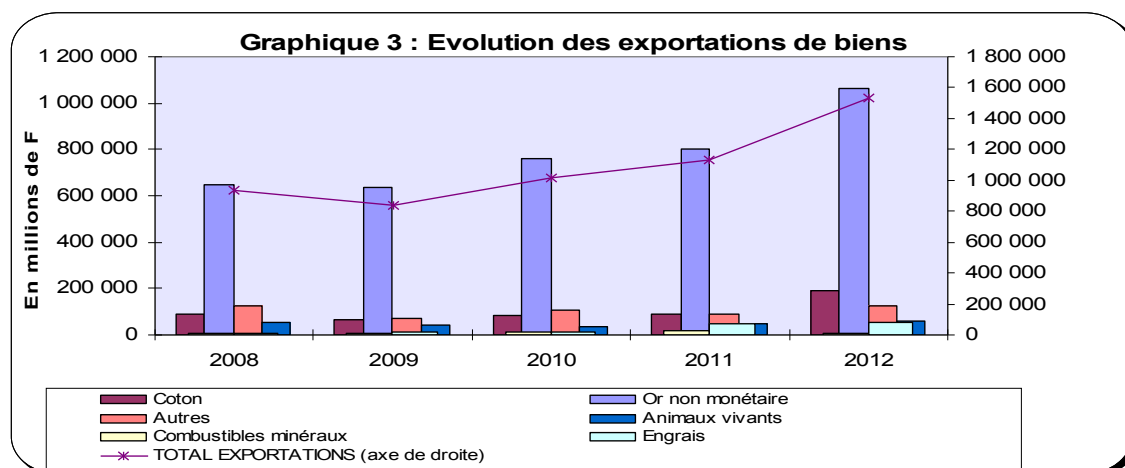
TABLEAU 8: Exportations par principaux produits

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2008	2009	2010	2011	2012
Coton	91 921	67 447	84 370	90 900	190 994
part en %	9,8	8,1	8,3	8,1	12,5
Or non monétaire	645 871	635 508	761 791	804 145	1 065 624
part en %	68,8	75,9	74,9	71,3	69,6
Animaux vivants	51 812	41 245	35 079	46 247	58 749
part en %	5,5	4,9	3,5	4,1	3,8
Combustibles minéraux	12 856	8 603	14 081	26 218	8 342
part en %	1,4	1,0	1,4	2,3	0,5
Engrais	8 297	13 413	14 948	73 275	82 042
part en %	0,9	1,6	1,5	6,5	5,4
Autres	127 693	70 604	106 331	86 870	126 410
part en %	13,6	8,4	10,5	7,7	8,3
TOTAL EXPORTATIONS	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2008 et 2012.

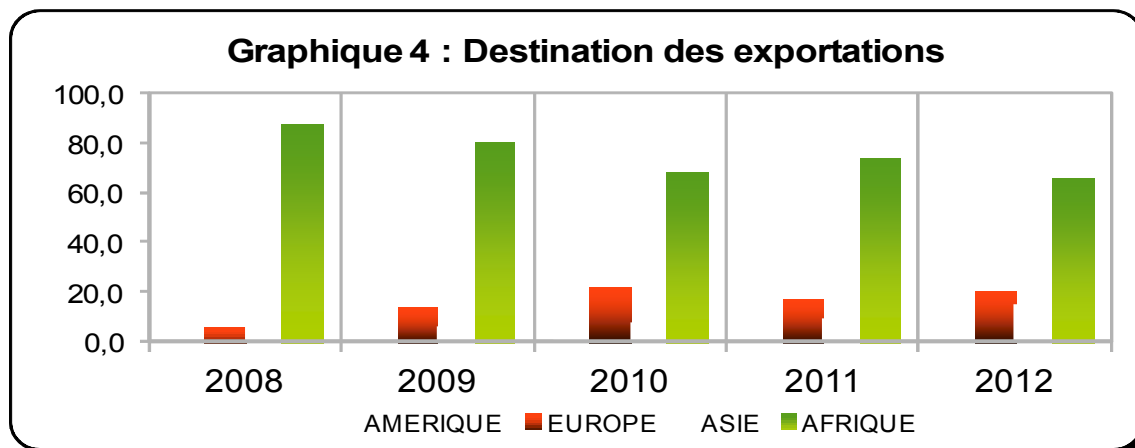


Sources : BCEAO, INSTAT

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition des ventes extérieures du Mali en 2012, sur la base des données ajustées, n'a pas connu de modifications majeures par rapport aux années précédentes. Les échanges avec le continent africain dominent le commerce extérieur, en raison des ventes d'or non monétaire destinées essentiellement à l'Afrique du Sud.

Les exportations du Mali sont destinées à trois grandes zones géographiques, à savoir l'Afrique, l'Europe et l'Asie comme le montre le graphique ci-dessous.



Sources : BCEAO, INSTAT

En effet, l'Afrique a reçu les exportations en provenance du Mali pour un montant de 993.472 millions en 2012 (64,8% du total), montant supérieur à celui de l'année précédente qui était de 827.058 millions (73,0%). Le niveau élevé des exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 783.151 millions en 2012 (contre 635.069 millions en 2011) met en évidence cette évolution. La part des autres pays africains hors UEMOA ressort à 2,2% du total des exportations vers l'Afrique.

La part des pays de l'UEMOA est également en hausse, avec une valeur de 179.793 millions (11,7% des exportations totales) en 2012, après un montant de 158.017 millions (14,0%) en 2011, marquant ainsi une hausse de 13,8%. Toutefois, ce niveau reste faible, au regard des objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

Quant au continent européen, sa part dans le total des exportations du Mali est en hausse de 2,9 points, pour un montant de 302.579 millions en 2012 (19,7%), après 190.428 millions (16,8%) en 2011. La Suisse absorbe l'essentiel des ventes à destination de l'Europe (71,5%) du fait des exportations d'or vers ce pays qui en est le deuxième destinataire, après l'Afrique du Sud. La part des pays de la zone Euro, avec en ligne de mire la France, ressort à 21,6% des exportations vers l'Europe qui sont constituées de divers produits, dont les fruits, les peaux et cuirs et le coton.

Concernant le continent asiatique, notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, destinations privilégiées pour le coton-fibre du Mali, sa part dans les exportations totales s'est établie à 230.655 millions en 2012, soit 15,1% du total, après 9,7% en 2011. Cette augmentation illustre la flambée des

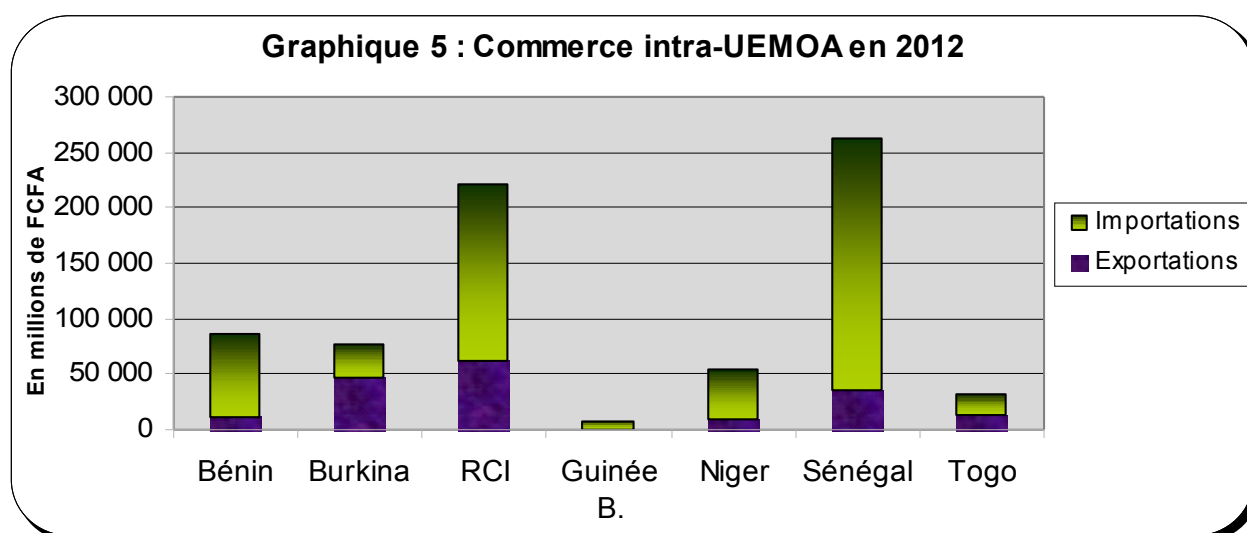
exportations de coton vers l'Asie, premier partenaire du Mali pour ce produit. Enfin, l'or exporté vers l'Arabie Saoudite et Dubaï a affiché un montant de 47.889 millions.

Le tableau A5 en annexe donne la répartition géographique détaillée des exportations.

Exportations intra-UEMOA

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2011 et 2012, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une diminution de 3,2% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 741.031 millions en 2012 contre 765.590 millions en 2011. La part des pays de l'Union dans les exportations totales s'est portée à 11,7% (179.793 millions) en 2012 contre 5,8% (178.552 millions) en 2011.

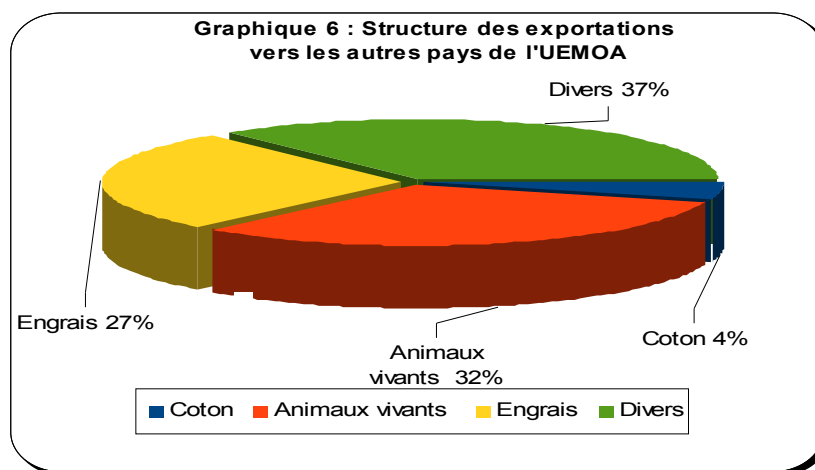
A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -381.445 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 32,0% en 2012 (30,4% en 2011) contre 103,9% pour l'ensemble des partenaires commerciaux (87,8% en 2011). Le graphique qui suit présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2012.



Sources : BCEAO, INSTAT

La structure par produit des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est similaire à celle des années précédentes. Les exportations restent dominées par celles des animaux vivants avec 32,5% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, destinataires privilégiés de ce produit, absorbent respectivement 63,3% et 29,7% des exportations d'animaux vivants du Mali. Les exportations d'engrais poursuivent la progression entamée depuis 2010, avec un montant de 49.310 millions (+15,7%), soit 27,4% des exportations totales vers les pays de l'Union. Le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire sont les principaux clients pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2012 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO, INSTAT

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits en 2012.

1.1.2 Importations de biens⁶

1.1.2 .1 Evolution globale des importations de biens

En 2012, les importations, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 11,9%, après le repli de 3,5% enregistré en 2011. Ainsi, les importations totales CAF se sont établies à 1.769.255 millions, en accroissement de 187.524 millions par rapport à l'année 2011. Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2008 et 2012.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Marchandises générales	1 488 922	1 145 924	1 639 390	1 581 731	1 769 255
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 488 922	1 145 924	1 639 390	1 581 731	1 769 255
Importations de biens / PIB	38,1	27,1	35,2	31,5	33,4

Sources : BCEAO, INSTAT.

1.1.2 .2 Composition des importations de biens

Le Mali importe l'essentiel des biens de consommation et d'équipement (à l'exception des denrées alimentaires vivrières produites localement) en raison du faible potentiel industriel du pays. Ainsi, les biens d'équipement (notamment les machines, les véhicules et les matériaux de construction) constituent la part la plus importante des produits importés avec 34,7% du total des importations de 2012, suivis des produits énergétiques (28,6%), des produits alimentaires (14,2%), des produits chimiques et pharmaceutiques (13,2%) et des produits divers (9,3%).

L'accroissement de 190.435 millions (14,8%) des importations en valeur FOB découle de la progression de plus de 10% de toutes les catégories de produits importés, à l'exception des matériaux

⁶ Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

de construction qui ont enregistré une timide hausse (1,4%), en raison de l'atonie du secteur des "bâtiments et travaux publics" accentuée par le resserrement des dépenses publiques dans le contexte de crise et de gel des capitaux publics.

Les valeurs à l'importation des machines et véhicules, des produits chimiques et pharmaceutiques ont augmenté respectivement de 10,0% et 37,1%, avec des montants de 317.976 millions et 194.879 millions. Cette évolution est en liaison avec la hausse de l'activité d'extraction minière, qui nécessite une importante consommation de produits chimiques, soutenue par le renchérissement des prix à l'importation.

Quant à la facture pétrolière, elle affiche une hausse de 12,4% en valeur, en liaison avec l'augmentation respective de 7,6% et 1,8% du volume et du prix moyen à l'importation, du fait du renchérissement du prix du baril sur les marchés internationaux et de l'appréciation du dollar par rapport au FCFA. La hausse du volume importé s'explique notamment par la consommation des secteurs minier et des transports, grands consommateurs de produits pétroliers. De même, les importations de produits alimentaires se sont soldées par une hausse de 19,6%, sous l'impulsion de leur composante céréales, en liaison avec le déficit de la production de la campagne agricole 2011/2012. Ainsi, 209.062 millions de produits alimentaires ont été importés (dont 32,4% de céréales) au cours de l'année 2012.

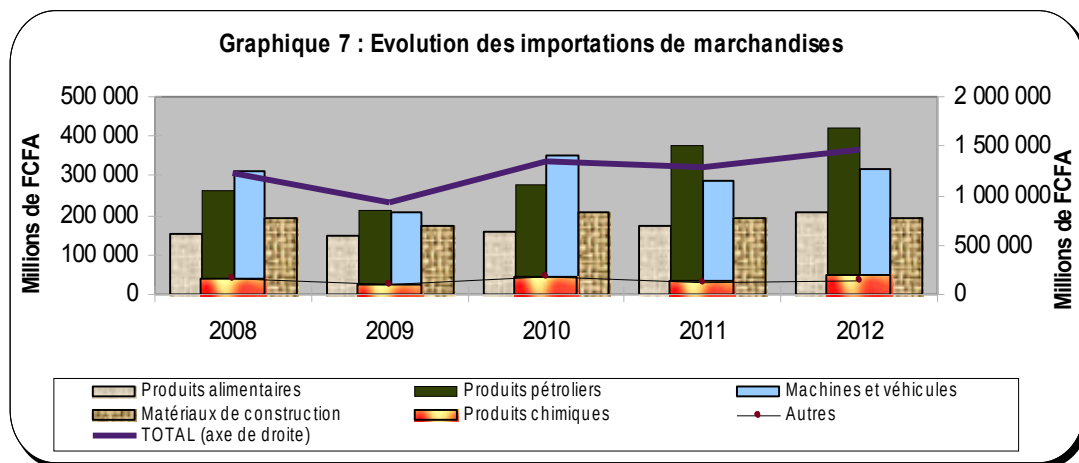
TABLEAU 10 : Importations par principaux produits

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2008	2009	2010	2011	2012
Produits alimentaires	153 272	146 674	158 932	174 802	209 062
part en %	12,5	15,7	11,8	13,6	14,2
Produits pétroliers	261 654	211 432	277 065	375 272	421 774
part en %	21,4	22,6	20,6	29,2	28,6
Machines et véhicules	309 837	208 910	353 036	288 983	317 976
part en %	25,3	22,3	26,2	22,5	21,6
Matériaux de construction	191 287	172 704	208 547	191 175	193 838
part en %	15,6	18,5	15,5	14,9	13,1
Produits chimiques	156 897	106 714	175 866	142 149	194 879
part en %	12,8	11,4	13,1	11,1	13,2
Autres	149 803	89 585	172 325	112 330	137 618
part en %	12,3	9,6	12,8	8,7	9,3
TOTAL (axe de droite)	1 222 750	936 020	1 345 770	1 284 712	1 475 146

Sources : BCEAO, INSTAT.

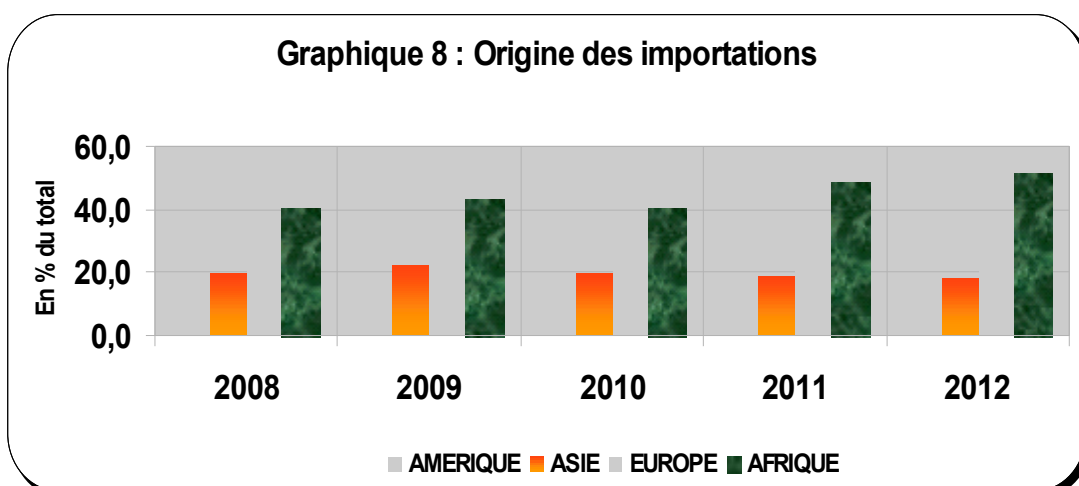
Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2008 et 2012.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD.

1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens

Le continent africain a consolidé sa place prédominante de fournisseur privilégié du Mali, avec la progression de la part des importations en provenance du continent, au détriment de l'Europe et de l'Amérique. Ainsi, l'Afrique conserve sa place de premier partenaire du Mali, suivie de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique (cf. graphique).



Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 46,0%, correspondant à un montant de 828.189 millions contre 772.137 millions, soit 48,8% en 2011, marquant ainsi un repli de 2,8 points de pourcentage. L'essentiel de ces importations (82,6%) provient des pays de l'UEMOA. Le continent africain fournit le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 25,2% des importations en 2012 (452.544 millions), conservant la même part qu'en 2011. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 42,2% en 2012, après 40,8% en 2011. Quant au continent asiatique, sa part a augmenté de 1,9 point de pourcentage en ressortant à 20,5%, pour un montant de 369.254 millions. Ce continent, notamment la Chine, l'Inde et le Japon, fournit le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation. La part du continent américain est de 6,7%, en hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à l'année

précédente.

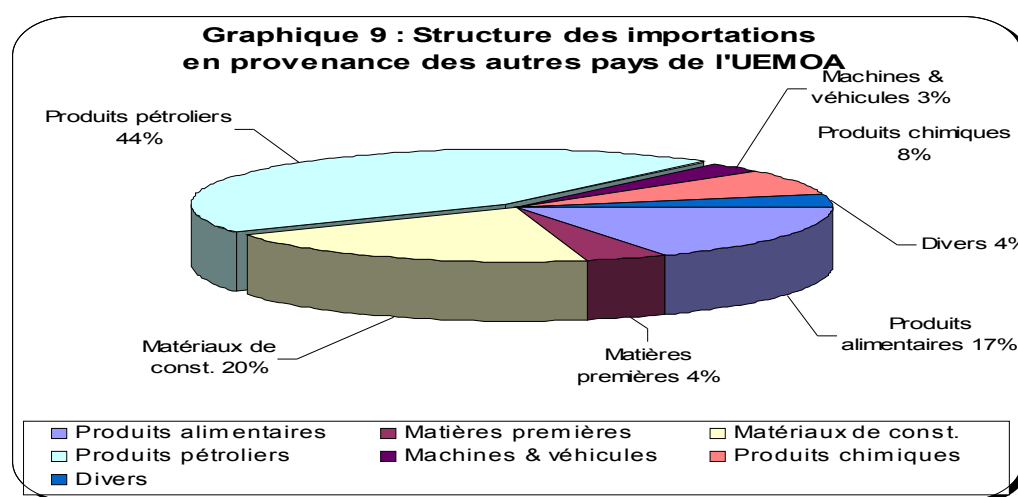
Le tableau A6 en annexe donne la répartition géographique détaillée des importations.

Importations intra-UEMOA

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations est ressortie à 38,0% (561.238 millions) en 2012 contre 45,7% (587.038 millions) en 2011. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux fournisseurs du Mali. La part respective de ces deux pays dans les importations totales du Mali est de 15,4% et 10,7%, après 24,7% et 9,0% en 2011. Le Bénin occupe également une place importante avec 5,1% des importations totales du Mali. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (16,9% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (7,7%) et les produits alimentaires (6,6%).

Le graphique qui suit présente la structure des importations en 2012 avec les autres pays de l'UEMOA.

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 59,0%, en matériaux de construction pour 58,3% et en produits alimentaires pour 46,5%.



Sources : BCEAO, INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2012.

1.2 Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est accentué de 8,5% en 2012 par rapport à 2011 en se chiffrant à 367.225 millions. Cette évolution résulte de la progression des importations de services comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations de services	204 120	168 000	190 040	193 880	176 113
Importations de services	459 720	391 720	508 940	532 433	543 338
Balance des services	-255 600	-223 720	-318 900	-338 553	-367 225

Source : BCEAO.

Le déficit de la balance des services relève, en termes nets, des services de transports (eux-mêmes liés principalement au fret sur importations) et des "autres services", notamment les services de construction, d'assurance et les "autres services aux entreprises". Cette situation dénote de la faible capacité d'offre de services spécialisés aux agents économiques.

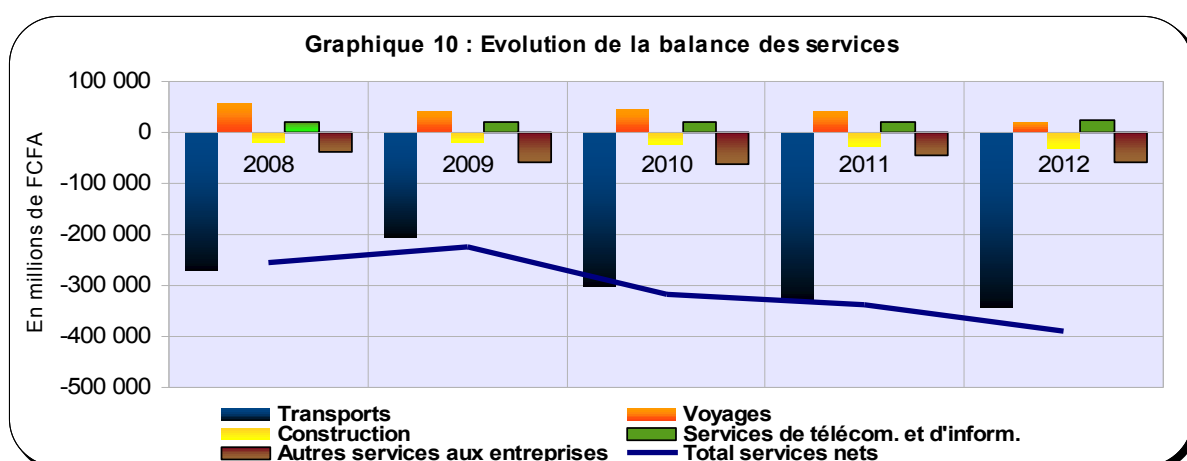
Le tableau 12 et le graphique 10 qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 12: Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Transports	-274 120	-207 930	-302 950	-330 443	-342 100
Dont fret	-243 270	-168 290	-277 120	-266 190	-305 824
Voyages	57 180	42 510	46 450	43 100	20 286
Autres services	-38 660	-58 300	-62 400	-51 210	-45 410
Total services nets	-255 600	-223 720	-318 900	-338 553	-367 225

Source : BCEAO.



Source : BCEAO

1.2.1 Exportations de services

L'analyse de l'évolution des services met en exergue la prédominance des postes voyages et services de télécommunication dans les flux d'exportations de services. Les exportations de services se sont établis à 176.113 millions en 2012, après 193.880 millions en 2011 (-9,2%). Les flux créditeurs de voyages se sont élevés à 72.357 millions, en repli de 27,1% par rapport à leur niveau de 2011, du fait de la diminution du nombre de visiteurs internationaux. En effet, le secteur touristique a enregistré une contre-performance imputable à la crise socio-politique qu'a connue le pays depuis la fin du premier trimestre 2012.

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont repliés de 36,5%, en liaison avec la diminution du nombre de visiteurs de l'ensemble des pays de l'Union qui ont enregistré un nombre total de 14.166 visiteurs de moins que l'année 2011.

Concernant les services de télécommunication reçus, ils ont augmenté de 11,0% en 2012 en ressortant à 74.508 millions, en raison de l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes.

En revanche, les exportations de services de transport, dont le transport aérien de passagers constitue la principale composante, ont baissé par rapport à l'année précédente. Ce dernier a affiché un solde créditeur de 298 millions, en repli de 3.236 millions par rapport à 2011, du fait de l'arrêt des activités de la principale compagnie aérienne. Enfin, les services reçus par les administrations publiques se sont également accrus sur la période (12,5%) en s'affichant à 17.083 millions, traduisant l'importance des transactions des représentations diplomatiques et des organismes publics non résidents. En revanche, les services de construction, d'assurance ainsi que les services financiers n'ont pas connu d'évolution notable sur la période.

1.2.2 Importation de services

Les importations de services ont poursuivi leur progression en 2012, avec un taux de croissance de 2,0% pour un montant de 543.338 millions de flux débiteurs, après 532.433 millions en 2011. Les transports, notamment le fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens et de la continentalité du pays. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est affiché à 305.824 millions en 2012, en hausse de 14,8% par rapport à 2011, en liaison avec l'augmentation des importations. Les flux de transport de passagers sont également importants (31.895 millions), soit 5,9% des importations de services, les résidents restant encore largement tributaires des compagnies étrangères pour leur déplacement à l'étranger.

Les services de voyages constituent une part importante des flux débiteurs de services (9,6% en 2012), avec un montant de 52.072 millions, en diminution de 7,4% par rapport à 2011. Ces transactions représentent les dépenses effectuées par les résidents dans le cadre de leurs déplacements à l'étranger.

Au niveau de l'UEMOA, les flux débiteurs des voyages ont atteint 35.804 millions (68,8% du total des voyages), après 23.733 millions en 2011, marquant ainsi une progression de 50,9%. Le Burkina Faso

a été la destination privilégiée des maliens avec 31,1% des flux de l'Union, suivi de la RCI (16,7%), du Sénégal (15,5%), du Bénin (14,9%) et du Niger (14,4%) .

Les importations de service de télécommunication et d'informatique ont enregistré une hausse de 2.984 millions en 2012 (6,4%) et celles des autres services aux entreprises, (notamment les services spécialisés, techniques et miniers), une progression de 1.364 millions (3,8%), en liaison avec la croissance de ces activités.

1.3. Compte de revenu primaire

En 2012, le solde du compte du revenu primaire est ressorti déficitaire de 234.831 millions, après un déficit de 217.906 millions l'année précédente, en détérioration 16.925 millions (ou 7,8%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de -1.505 millions, après -4.265 millions en 2011, en amélioration par rapport à l'année 2011. Cette évolution est liée à la réduction de la masse salariale des non-résidents dont les flux débiteurs affichent une baisse de 8,0%. Quant aux flux créditeurs de rémunération des salariés, ils se sont affaiblis de 5,3%, en ligne avec la réduction des activités de certains organismes non-résidents.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est creusé en 2012, avec un solde qui est ressorti à 235.131 millions contre 208.302 millions en 2011, marquant ainsi une détérioration de 26.829 millions (ou 12,9%). Cette situation s'explique notamment par l'évolution des revenus des investissements directs qui constituent 95,7% de ce poste. A l'instar des années précédentes, le déficit des revenus des investissements est induit principalement par les revenus des investisseurs directs (titres de participation), qui se déclinent en dividendes distribués pour 190.050 millions (84,6%) et en bénéfices réinvestis pour 34.624 millions (15,4%). Ces revenus des investissements sont destinés essentiellement aux investisseurs des secteurs aurifère (67,6%), bancaire et financier (5,6%) et celui des télécommunications (28,5%), secteurs attrayants de l'économie malienne. Ces revenus ont été plus importants en 2012 qu'en 2011, en ligne avec l'afflux de l'activité dans le secteur aurifère et celui des télécommunications. Il est à noter que les revenus versés aux investisseurs appartiennent à hauteur de 26,2% aux investisseurs de l'UEMOA, 2,7% à ceux de la zone Euro et 71,1% au reste du Monde.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 17.900 millions après 17.100 millions en 2011. Ces paiements d'intérêts sont essentiellement faits en faveur de la Banque Mondiale (21,2%), la BAD (13,8%), du FMI (12,8%), de la BOAD (8,6%), de la Chine (11,3%), de l'Inde (4,5%) ainsi que de divers créanciers bilatéraux et multilatéraux.

Le tableau qui suit retrace l'évolution des revenus primaires entre 2008 et 2012.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Rémunération des salariés	4 760	1 060	1 680	-4 265	-1 505
Revenus des investissements	-144 750	-217 020	-209 200	-208 302	-235 131
Revenus des investissements directs	-124 060	-202 870	-196 740	-190 094	-225 127
Revenus des investissements de portefeuille	-9 240	-980	-1 730	2 178	7 316
Revenus des autres investissements	-11 450	-13 170	-10 730	-20 386	-17 320
dont intérêts sur dette publique extérieure	-12 500	-12 400	-13 021	-17 100	-17 900
Revenus des avoirs de réserve	0	0	0	0	0
Autres revenus primaires				-5 339	1 805
TOTAL DES REVENUS	-139 990	-215 960	-207 520	-217 906	-234 831

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

1.4. Compte de revenu secondaire

A fin 2012, l'excédent du compte de revenu secondaire a légèrement progressé par rapport à 2011 (0,5%), avec un montant de 405.837 millions. Cette variation découle de la bonne orientation des revenus des autres secteurs, qui a été atténuée par le fléchissement des revenus de l'Administration Publique.

L'évolution du revenu secondaire entre 2008 et 2012 est résumée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Administration Publique	47 520	82 340	98 110	81 045	29 003
dont aide budgétaire	25 000	51 900	54 900	55 700	3 750
Autres secteurs	156 180	147 310	168 120	322 725	376 834
dont envois de fonds des travailleurs (net)	141 310	134 360	145 350	313 414	367 391
dont envois de fonds reçus (crédit)	181 880	200 150	216 650	354 695	405 953
REVENU SECONDAIRE NET	203 700	229 650	266 230	403 770	405 837

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

L'excédent des revenus secondaires nets au profit des administrations publiques est ressorti à 29.003 millions, en diminution de 64,2% par rapport au montant de l'année précédente. Cette évolution met en exergue la baisse de l'aide budgétaire qui n'a été mobilisée qu'à hauteur de 3.750 millions, après 55.700 millions précédemment. Cette aide budgétaire provient notamment de l'Union Européenne. En revanche, les autres subventions et reversements reçus par le pays ont quasiment conservé leur niveau de 2011, en ressortant à 25.253 millions. Elles correspondent aux aides d'organismes internationaux au titre de la coopération internationale.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et ISBLM), les flux nets ont atteint un montant de 376.834 millions en 2012, en hausse de

16,8% par rapport à leur niveau de 2011. Cette évolution découle de la bonne tenue des envois de fonds des travailleurs migrants, dont les flux nets ont progressé de 17,2% en ressortant 367.391 millions. Les flux créditeurs sont ressortis à 405.953 millions, après 354.695 millions pour l'année 2011, soit une hausse de 14,5%, dont environ 42,0% de flux transitant par les canaux informels.

Au niveau des fonds reçus des travailleurs migrants, 28,0% proviennent des autres pays de l'UEMOA, 44,7% des pays de la zone euro et 27,3% du reste du Monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal qui envoient le plus de fonds avec respectivement 54,6%, 17,0% et 15,9% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la zone euro, la France et l'Espagne prédominent alors qu'au niveau des autres pays, le Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales provenances.

Les autres ressources nettes mobilisées ont augmenté de 1,4% en 2012 en s'affichant à 9.443 millions.

II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2012, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 53.383 millions, en fléchissement de 130.950 millions ou 71,0% par rapport à son niveau de 2011. Cette détérioration s'explique par le gel de l'aide extérieure, avec la crise institutionnelle et socio-politique.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-360	-360	-440	2	-1 755
Transferts de capital	158 530	194 730	125 170	184 331	55 138
Administrations publiques	120 120	156 830	89 830	151 919	15 737
dont remises de dettes (PPTE)	10 920	13 030	11 030	13 619	6 555
Autres secteurs	38 410	37 900	35 340	32 412	39 401
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	158 170	194 370	124 730	184 333	53 383

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -1.755 millions, après 2 millions en 2011.

2.2 Transferts en capital

En raison de la situation politique qui sévissait dans le pays en 2012, les partenaires techniques et financiers du Mali ont suspendu l'aide financière habituellement accordée pour le financement de projets dans différents secteurs. Ainsi, l'appui budgétaire (hors remise de dettes) s'est établi à 9.182 millions en 2012, après 138.300 millions en 2011, marquant ainsi un repli de 129.118 millions par rapport à l'année précédente. Ces subventions proviennent du Fonds Européen de Développement (91,3%), de l'Agence Française de Développement (6,7%) et du Programme des Nations-Unies pour le Développement (2,0%). Elles sont destinées aux secteurs des infrastructures, de l'éducation et de la décentralisation. Au titre de la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, un montant de 6.555 millions a été mobilisé, après 13.619 millions en 2011.

Au niveau des transferts de capital des autres secteurs, un montant de 39.401 millions (en hausse de 21,6%) a pu être mobilisé, en dépit de la crise. Ces appuis correspondent aux transferts ou dons reçus de certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales pour le financement d'investissements au profit des ISBLM.

III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier, qui évalue les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2012, par un montant net de -97.404 millions, après -105.986 millions en 2011. Ce montant correspond à 103.875 millions d'acquisition nette d'actifs financiers et 201.2790 millions d'accroissement net des passifs.

Tableau 16 : Compte financier

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Investissements directs	-80 460	-353 840	-197 370	-260 361	-194 978
Investissements de portefeuille	9 160	-29 180	-19 000	-18 409	-5 213
Dérivés financiers	-1 590	50	1 950	0	0
Autres investissements	-191 970	-18 930	-210 710	172 784	102 787
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	-264 860	-401 900	-425 130	-105 986	-97 404

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 203.122 (262.427 millions en 2011), dont 61.632 millions (30,3%) au titre de l'augmentation des participations, 34.624 millions (17,1%) pour les bénéfices réinvestis et 106.866 millions (52,6%) pour les instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs). Il est à noter que si pour les participations, la quasi totalité des investissements provient des entreprises d'investissement direct, en revanche, pour les instruments de dette, plus de la moitié est du ressort des transactions d'investissements à rebours. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices) montre que le secteur minier a contribué à hauteur de 96,6% à l'augmentation des investissements directs, le secteur du commerce pour 1,1%, le secteur de la construction pour 1,0%, l'industrie manufacturière pour 0,7% et le secteur de l'intermédiation financière pour 0,5%. Par contre, les secteurs de la distribution d'eau et d'électricité, des transports, de l'hôtellerie et des télécommunications se sont caractérisés par des désinvestissements. Les pays d'origine de ces investissements sont le Royaume-Uni (70,2%), le Canada (11,2%), l'Afrique du Sud (9,5%), l'Australie (5,8%), le Togo (1,2%) et la Côte d'Ivoire (0,6%). En outre, un désinvestissement a été enregistré en 2012 pour la Suisse, la France, la Libye, le Sénégal, le Niger et le Bénin.

Pour ce qui concerne les emprunts auprès des investisseurs directs, ils proviennent du Royaume Uni (54,2%), de l'Afrique du Sud (32,1%), de l'Australie (16,7%), du Niger (1,8%) et du Sénégal (1,3%). Ils sont essentiellement dédiés au secteur minier.

Au niveau de l'acquisition nette d'actifs, les flux nets ont totalisé 8.143 millions (2.066 millions en 2011) dont 8.165 correspondant à l'augmentation des titres de participation auprès de sociétés non-résidentes et 22 millions à la diminution des emprunts accordés à des entreprises sœurs.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -5.213 millions, après -18.409 millions en 2011. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres (émissions d'obligations et de bons du Trésor). En 2012, le montant des émissions nettes de remboursements vis-à-vis des non-résidents a été de 7.482 millions dont 12.075 pour les bons du Trésor et -4.593 millions pour les obligations, après 20.127 millions en 2011. A fin 2012, quatre émissions de bons effectuées par le Trésor (dont une partie a été souscrite par des non-résidents) étaient en cours. Ces émissions, qui avaient comme valeurs respectives 35.484 millions, 21.000 millions, 55.600 millions et 17.908 millions ont été souscrites par les non-résidents, particulièrement les autres banques de l'Union, à hauteur de 47,9%, 59,0%, 41,4% et 14,0%. Pour les autres secteurs, les transactions sur titres de créance sont ressorties à 450 millions d'acquisitions nettes.

Pour ce qui concerne les titres de participation et parts dans les fonds de placement, les engagements nets ont été de -1.803 millions (503 millions en 2011) et les acquisitions nettes se sont affichées à 16 millions (623 millions en 2011), correspondant en totalité aux transactions des autres secteurs.

3.3 Dérivés financiers

A l'instar de l'année précédente, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti excédentaire de 102.787 millions, en ligne avec un accroissement net de créances de 95.266 millions, couplé à une diminution nette des engagements de 7.522 millions.

La hausse des créances est imputable au secteur privé, dont les dépôts dans les comptes ouverts à l'étranger se sont accrus de 103.016 millions, dont les effets ont été atténués par la diminution des créances commerciales (-3.038 millions).

S'agissant du passif des autres secteurs, il a été enregistré au cours de l'année 2012 une diminution nette de 13.703 millions des prêts reçus ainsi qu'une hausse de 1.196 millions des crédits commerciaux reçus des sociétés. Par ailleurs, les engagements nets de l'Administration Publique sont ressortis à 4.985 millions après 120.865 millions en 2011. Ce montant inclut 22.885 millions de tirages (165.000 millions en 2011), 39.500 millions d'amortissement (41.700 millions en 2011) et 21.600 millions de variation d'arriérés de la dette. Ces décaissements émanent du FAD (22,8%), de la Chine (22,1%), de la BOAD (19,8%), de la BADEA (17,8%) du Fonds Saoudien (7,2%), du Fonds Koweitien (5,3%) et de la BIDC (4,8%).

IV. CAPITAUX MONETAIRES

4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Émission se sont détériorés sur la période, en ressortant à -43.825 millions, après une augmentation de 29.156 millions en 2011. En effet, l'évolution des avoirs de la Banque Centrale fait ressortir un repli de 36.475 millions alors qu'ils étaient ressortis en hausse de 40.817 millions un an plus tôt. Cette évolution est consécutive à la diminution de l'ensemble des composantes des avoirs extérieurs, notamment les avoirs en devises qui ont baissé de 29.686 millions, en rapport avec la suspension des ressources extérieures de la part des partenaires techniques et financiers au cours de l'année 2012.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 7.350 millions, en liaison avec la hausse de l'ensemble des composantes. L'encours des crédits du FMI a augmenté de 2.852 millions en 2012, avec les facilités accordées dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la Facilité de Crédit Rapide. De même, les autres engagements extérieurs ont progressé de 2.758 millions au cours de l'année.

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
AVOIRS	26 609	220 909	-67 645	40 817	-36 475
Position de réserve	6 254	-5 558	4 091	4 054	-5 780
DTS détenus	4	52 342	3 485	1 255	-1 008
Avoirs en devises	20 351	173 150	-74 246	35 508	-29 686
Autres créances		975	-975		
Ajustement suite révision circulation fiduciaire					
ENGAGEMENTS	19 704	-3 200	14 947	11 661	7 350
Recours aux crédits du Fonds	13 235	1 112	4 253	22 719	2 852
Banques et institutions étrangères	6 509	-6 523	-1 558	-1 467	1 739
Engagements en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
Autres engagements	-40	2 211	12 252	-9 591	2 758
Ajustement suite révision circulation fiduciaire	0	0	0	0	0
Avoirs extérieurs nets	6 905	224 109	-82 592	29 156	-43 825

Source : BCEAO.

4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs des banques sont ressortis en hausse de 43.469 millions, après un recul de 73.768 millions en 2011, en liaison avec la hausse des avoirs et le repli des engagements.

Les opérations des institutions de dépôt font ressortir une intensification de leurs transactions sur le marché des titres. En effet, les acquisitions nettes de titres de créance ont été de 26.980 millions en 2012 alors qu'elles s'élevaient à 3.913 millions en 2011. Au niveau des engagements, il est noté une diminution de 33.746 millions des engagements en monnaie fiduciaire et dépôts alors que l'année précédente s'était caractérisée par une hausse de 82.713 millions.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Avoirs	-44 573	101 816	134 736	-35 454	43 469
dont banques et correspondants	-7 418	32 322	39 178	-25 400	41 438
Engagements	-4 403	73 906	72 605	38 315	-1 474
Court terme	-17 927	78 685	64 676	50 775	4 527
dont banques et correspondants	-42 199	45 477	-92 482	35 021	14 884
Moyen et long termes	13 537	-4 785	7 922	-12 439	-6 001
Avoirs extérieurs nets	-40 170	27 910	62 131	-73 768	44 943

Source : BCEAO.

4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital ont été entièrement couverts par les transactions financières. Cela se traduit par une amélioration du solde global de la balance des paiements qui a enregistré un excédent de 1.118 millions à la fin de l'année 2012, après un déficit de 44.612 millions à fin 2011. Le tableau qui suit retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2008 et 2012.

Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2008	2009	2010	2011	2012
Variation AEN banques de dépôts	-40 170	27 910	62 131	-73 768	44 943
Variation AEN Banque centrale	6 905	224 109	-82 592	29 156	-43 825
SOLDE GLOBAL	-33 265	252 019	-20 461	-44 612	1 118

Source : BCEAO.

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La Position Extérieure Globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2012, la PEG du Mali a affiché un montant de -1.915.252 millions, après -1.820.558 millions en 2011, en détérioration par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une augmentation plus rapide du stock de passifs financiers qui n'a pas été compensée par le stock d'actifs de la période. En effet, les actifs financiers se sont inscrits à 1.219.737 millions à fin 2012, en hausse de 109.818 millions (ou 9,9%) par rapport à 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs au niveau des investissements de portefeuille et des autres investissements, en l'occurrence, la monnaie fiduciaire et les dépôts dont les stocks se sont accrus respectivement de 20,6% et 82,1%. Le stock des avoirs de réserve s'est également déprécié de 5,3% en ressortant à 666.518 millions à fin 2012.

Quant au stock de passifs financiers, il s'est établi à 3.134.989 millions à fin 2012, en hausse de 204.512 millions (ou 7,0%) par rapport à l'année précédente, en liaison avec l'augmentation des engagements au titre des investissements directs et des prêts (21,2% et 1,6% respectivement). Le stock d'engagements au titre des prêts (notamment la dette publique extérieure et les engagements envers le FMI) est ressorti à 1.592.645 millions à fin 2012, marquant une hausse de 25.539 millions.

Le ratio de la PEG rapporté au PIB s'est maintenu au niveau de -36,2%.

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 109 919	-1 050	1 219 737
1	Investissements directs	20 377	0	28 520
2	Investissements de portefeuille	134 065	75	161 637
3	Dérivés financiers	400	0	400
4	Autres investissements	250 959	0	362 662
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	145 062	0	264 122
4.3	Prêts	87 468	0	87 796
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	5 665	0	2 639
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	12 764	0	8 106
5	Avoirs de réserves	704 118	-1 125	666 518
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	57 121	-997	56 113
5.3	Position de réserve au FMI	13 015	-129	7 235
5.4	Autres avoirs de réserve	633 982	0	603 170
B	Stocks de passifs financiers	2 930 477	-2 643	3 134 989
1	Investissements directs	958 477	55	1 161 654
2	Investissements de portefeuille	129 594	-600	135 449
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	1 842 406	-2 098	1 837 886
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	198 430		166 422
4.3	Prêts	1 567 106	-885	1 592 645
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	5 964	0	7 160
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 353	0	3 319
4.7	Droits de tirage spéciaux	69 553	-1 214	68 339
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-1 820 558	1 593	-1 915 252

Source : BCEAO.

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG fait ressortir la prédominance des transactions financières des autres pays du monde au détriment de ceux des zones UEMOA et euro. Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les autres pays englobent une part de 83,6%, contre 16,0% pour les pays de l'Union et 0,4% pour les pays de la zone euro, après 78,4%, 21,2% et 0,4% respectivement en 2011.

De même, pour les engagements envers les non-résidents, les autres pays détiennent une part de 84,1%, contre 13,3% pour les pays de l'Union et 2,7% pour les pays de la zone euro, après 83,1%, 14,3% et 2,5% en 2011.

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
A	Stock d'actifs financiers	187 874	5 118	1 007 702	1 200 694
1	Investissements directs	17 417	2 060	0	19 477
2	Investissements de portefeuille	159 167	1 792	678	161 637
3	Dérivés financiers	400	0	0	400
4	Autres investissements	175 593	1 266	175 804	352 662
5	Avoirs de réserves	-164 703	0	831 221	666 518
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	56 113	56 113
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	7 235	7 235
5.4	Autres avoirs de réserve	-164 703	0	767 873	603 170
B	Stocks de passifs financiers	380 808	83 537	2 635 030	3 099 375
1	Investissements directs	126 187	58 734	976 083	1 161 004
2	Investissements de portefeuille	103 554	10 447	21 448	135 449
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	151 066	14 356	1 637 500	1 802 922
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-192 934	-78 418	-1 627 328	-1 898 680

Source : BCEAO.

CONCLUSION

L'année 2012 s'est caractérisée par le ralentissement de l'activité économique mondiale qui a été perceptible sur le commerce international. Au plan interne, l'activité économique au Mali a été fortement perturbée, en raison des crises politique, institutionnelle et sécuritaire survenues en 2012. Ces crises ont entraîné la suspension de la coopération avec les principaux partenaires techniques et financiers, se traduisant par le gel des financements extérieurs. Ainsi, le taux de croissance a baissé, ressortant à -0,4%.

Malgré ce contexte difficile, le solde commercial, principale composante du compte des transactions courantes, est ressorti excédentaire pour la première fois depuis six ans en atteignant 57.014 millions. Cette performance s'explique par la progression des exportations d'or (+261.419 millions) en raison de la hausse du cours et du volume de l'or exporté et par les ventes par anticipation du coton-fibre à un cours favorable. Ainsi, la couverture des importations par les exportations est mieux assurée avec un taux de 103,9%. Toutefois, le solde des services s'est ressenti de l'alourdissement du fret et de la contre-performance enregistrée par le secteur touristique en raison de la crise socio-politique. Néanmoins, le déficit des services a été atténué par la bonne tenue des services de télécommunication.

Le profil du compte du revenu primaire reflète les paiements de dividendes et des intérêts sur la dette publique extérieure. S'agissant du compte du revenu secondaire (+1.691 millions), sa faible progression témoigne l'impact de la baisse de l'aide budgétaire des partenaires au développement (-51.950 millions) du fait de la suspension de l'aide financière. Cette situation est également à l'origine du repli de l'excédent du compte de capital (-130.950 millions). En revanche, les envois de fonds des travailleurs migrants ont connu une évolution favorable de 53.976 millions.

Reflétant le besoin de financement de l'économie, le solde net du compte financier est ressorti à -98.460 millions. Les investissements directs continuent de drainer ce poste, en attirant 203.122 millions courant 2013 dont l'essentiel pour le secteur minier. En revanche, l'Administration publique n'a pu mobiliser que 4.985 millions de prêts.

L'incidence des transactions économiques et financières a été globalement positive sur les avoirs extérieurs nets du système monétaire qui ont augmenté de 1.118 millions, et négative sur la Position Extérieure Globale Nette du Mali qui s'est dégradée de 94.694 millions.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 :	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	41
Annexe 2 :	Ajustements des données monétaires	49
Annexe 3 :	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes	50
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	49
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	49
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	50
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	50
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	51
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	52
Tableau A7 :	Exportations communautaires	53
Tableau A8 :	Importations communautaires	53
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires	53
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali	54
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires	54
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires	54
Tableau A13 :	Balance des paiements du Mali de 2005 à 2011	55
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2005 à 2011 (Optique BCEAO)	
Tableau A15 :	Position extérieure globale du Mali de 2005 à 2011	

Annexes

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6^{ème} édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position

extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : Investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital de votre entreprise.

Entreprise d'investissement direct : Entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

Entités associées : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : Entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui est détenue à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs : Entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : Entités avec lesquelles votre entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dettes extérieures publiques" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant que qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises

qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbre et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'extérieur : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Ne pas inclure le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services

boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelle non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de

manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par votre entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres de votre entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres de votre entreprise détenus par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	504 800	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	508 449	729 358	661 713	704 118	666 518	-37 600
Ajustements/Autres flux				-1 588	-463	1 125
Total avoirs en balance des paiements	508 449	729 358	661 713	702 530,10	666 055	-36 475
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	29 800	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	41 392	90 390	109 524	119 176	124 429	5 253
dont Allocation DTS	11 552	63 790	67 977	69 553	68 339	-1 214
Ajustements/Autres flux				3 584	4 468	883
Total engagements en balance des paiements	29 800	26 600	41 547	53 208	60 557	7 350
AVOIRS EXTERIEURS NETS	478 649	702 758	620 166	649 322	605 498	-43 825

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	190 700	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	190 734	288 109	426 377	391 268	432 946	41 678
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-14 016	-14 896	-16 603	-18 450	-15 981	2 469
Débiteurs divers	97	217	653	300	339	39
Divers-comptes d'ordre	3	0	0	1	0	-1
Billets externes UMOA	8 320	13 524	11 263	13 117	12 401	-716
Ajustements						0
Total avoirs en balance des paiements	185 138	286 954	421 690	386 236	429 705	43 469
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	161 400	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	161 383	184 080	252 550	282 287	278 299	-3 988
Comptes exigibles après encaissement	-12 760	-14 731	-16 553	-18 657	-15 149	3 508
Dépôts des Maliens de l'extérieur	74 541	127 791	145 899	144 360	143 275	-1 085
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	1 040	0		0
Créditeurs divers	98	21	345	106	197	91
Divers-comptes d'ordre	0	1	0	0		0
Ajustements			-13 500			0
Total engagements en balance des paiements	223 262	297 162	369 781	408 096	406 622	-1 474
AVOIRS EXTERIEURS NETS	-38 124	-10 208	51 909	-21 860	23 083	44 943

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2008	2009	2010	2011	2012
Coton	92 430	68 823	84 370	89 460	197 508
Pierres et métaux précieux	645 871	668 528	782 273	798 701	880 409
Animaux vivants	51 812	41 245	35 079	46 247	58 749
Autres	71 982	62 712	87 436	197 777	201 095
Total statistiques du commerce extérieur	862 095	841 308	989 158	1 132 185	1 337 761
Ajustements de champ (non contrôlé)	79 246	28 228	46 060	12 527	35 598
Ajustements de valeur	-2 891	-32 716	-18 618	-17 057	158 801
EXPORTATIONS AJUSTEES	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655	1 532 160

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2008	2009	2010	2011	2012
Produits alimentaires	186 118	181 892	197 098	217 358	242 730
Produits pétroliers	318 041	256 693	334 460	463 551	507 739
Produits chimiques	190 709	152 518	251 732	173 993	232 262
Machines et véhicules	376 608	261 034	437 570	354 325	395 776
Matériaux de construction	231 878	207 183	250 881	234 087	229 331
Autres	185 436	114 747	221 204	138 419	161 417
Total statistiques du commerce extérieur	1 488 790	1 174 067	1 692 945	1 581 731	1 769 255
Ajustements de champ (informel)	21 312	15 288	12 512	59 772	78 699
Ajustements de champ (autres)	-23 846	-45 563	-74 222	-73 807	-48 995
Imports de marchandises gles ajustées CAF	1 486 256	1 143 792	1 631 235	1 567 697	1 798 959
Fret	-250 800	-194 445	-277 310	-266 508	-305 823
Assurance sur marchandises	-12 706	-13 327	-8 155	-16 476	-17 990
IMPORTATIONS FOB	1 222 750	936 020	1 345 770	1 284 712	1 475 146

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations Diplomatiques Étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2008			2009			2010			2011			2012		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	44 684	44 601	5,2	27 709	112 477	13,4	46 868	209 223	21,2	125 733	190 428	16,8	152 428	302 579	19,7
Union Européenne	43 351	22 375	2,6	26 006	49 845	5,9	41 832	87 915	8,9	46 446	38 553	3,4	86 105	67 008	4,4
<i>ZONE EURO</i>	31 749	21 192	2,5	24 915	49 347	5,9	41 258	79 885	8,1	44 680	30 037	2,7	84 012	65 229	4,3
<i>France</i>	12 128	10 887	1,3	7 770	40 424	4,8	10 162	11 249	1,1	10 600	16 406	1,4	40 781	32 104	2,1
Allemagne	13 943	3 494	0,4	12 164	3 226	0,4	19 750	1 941	0,2	25 640	1 676	0,1	29 770	4 924	0,3
Italie	1 752	2 297	0,3	1 235	2 304	0,3	5 350	59 479	6,0	2 440	2 962	0,3	3 629	7 713	0,5
Pays-Bas	1 812	730	0,1	1 406	829	0,1	1 500	952	0,1	2 514	1 249	0,1	1 448	768	0,1
Belgique	990	2 860	0,3	654	1 696	0,2	1 721	3 488	0,4	1 441	6 210	0,5	2 400	3 355	0,2
Autres pays européen	13 508	4 396	0,5	1 091	498	0,1	573	8 030	0,8	2 045	1 534	0,1	5 983	16 364	1,1
<i>Royaume-Uni</i>	209	571	0,1	128	223	0,0	99	7 729	0,8	1 042	8 516	0,8	437	734	0,0
Autres pays d'Europe	1 332	22 226	2,6	1 703	62 632	7,4	5 037	121 308	12,3	79 287	151 875	13,4	66 323	235 571	15,4
<i>Dont Suisse</i>	790	22 120	2,6	1 220	62 461	7,4	951	119 706	12,1	931	131 838	11,6	1 945	216 285	14,1
Russie	2	14	0,0	479	159	0,0	0	0	0,0	52 096	13 699	1,2	37 188	11 117	0,7
AFRIQUE	254 733	745 585	86,5	229 485	671 800	79,9	251 905	667 377	67,5	508 960	827 058	73,0	400 125	993 472	64,8
CEDEAO	244 160	113 052	13,1	219 087	90 322	10,7	241 202	95 096	9,6	461 631	172 900	15,3	376 379	190 757	12,5
UEMOA	230 170	106 393	12,3	180 309	84 664	10,1	225 461	90 064	9,1	392 011	158 017	14,0	345 140	179 793	11,7
<i>Bénin</i>	10 952	6 570	0,8	6 310	3 168	0,4	5 195	2 682	0,3	14 454	8 126	0,7	1 712	11 463	0,7
Burkina	27 431	8 298	1,0	40 623	14 996	1,8	55 267	21 376	2,2	124 791	47 604	4,2	128 512	47 279	3,1
Côte d'Ivoire	59 118	22 084	2,6	42 986	16 347	1,9	60 856	19 761	2,0	90 524	42 402	3,7	107 441	62 654	4,1
Guinée Bissau	37	1	0,0	30	15	0,0	4	3	0,0	21	7	0,0	5	651	0,0
Niger	3 750	2 254	0,3	5 553	1 339	0,2	9 530	1 736	0,2	2 721	2 268	0,2	3 646	8 948	0,6
Sénégal	102 037	58 915	6,8	79 091	47 989	5,7	84 853	43 503	4,4	133 266	54 389	4,8	95 151	34 981	2,3
Togo	26 846	8 272	1,0	5 716	811	0,1	9 755	1 003	0,1	26 233	3 221	0,3	8 674	13 817	0,9
Autres pays de la CEEDEAO	13 990	6 659	0,8	38 778	5 658	0,7	15 741	5 032	0,5	69 621	14 882	1,3	31 239	10 964	0,7
<i>Cap vert</i>	0	0	0,0	0	1	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	109	10	0,0	7	3	0,0	2	2	0,0	163	38	0,0	126	35	0,0
Ghana	6 101	699	0,1	6 742	843	0,1	6 561	681	0,1	20 798	2 219	0,2	13 734	1 815	0,1
Guinée Conakry	6 074	5 297	0,6	5 301	3 224	0,4	6 362	2 794	0,3	41 095	10 325	0,9	13 572	7 010	0,5
Libéria	16	29	0,0	91	79	0,0	25	29	0,0	3 305	557	0,0	15	1	0,0
Nigéria	433	259	0,0	1 426	760	0,1	1 043	537	0,1	1 699	715	0,1	1 738	1 226	0,1
Sierra Leone	1 257	365	0,0	25 210	749	0,1	1 749	989	0,1	2 560	1 028	0,1	2 054	877	0,1
Autres pays d'Afrique	10 573	632 533	73,4	10 399	581 478	69,1	10 703	572 281	57,9	47 328	654 159	57,8	23 746	802 715	52,4
Algérie	874	1 078	0,1	1 475	1 216	0,1	1 974	1 543	0,2	5 783	6 172	0,5	1 232	949	0,1
Maroc	3 814	2 611	0,3	3 921	2 743	0,3	1 289	950	0,1	35 505	7 127	0,6	15 121	4 721	0,3
Tunisie	1 577	1 062	0,1	435	348 278	41,4	227	359 908	36,4	696	325	0,0	1 715	1 160	0,1
Caméroun	9	11	0,0	713	26	0,0	324	7	0,0	92	5	0,0	22	28	0,0
Kenya	20	24	0,0	0	0	0,0	7	27	0,0	9	41	0,0	2	29	0,0
Afrique du Sud	451	624 734	72,5	689	573 085	68,1	332	564 465	57,1	655	637 020	56,3	888	791 375	51,7
AMERIQUE	3 349	8 677	1,0	1 181	2 651	0,3	1 263	32 386	3,3	1 508	4 820	0,4	1 778	5 036	0,3
Canada	257	912	0,1	253	762	0,1	158	724	0,1	217	2 130	0,2	229	668	0,0
Etats-Unis	2 801	7 205	0,8	765	1 741	0,2	823	31 273	3,2	964	2 528	0,2	1 352	4 067	0,3
Autres pays d'Amérique	290	560	0,1	164	148	0,0	282	390	0,0	327	162	0,0	197	301	0,0
ASIE	85 828	57 907	6,7	73 627	52 945	6,3	106 288	79 934	8,1	216 498	109 801	9,7	277 856	230 655	15,1
Chine	25 496	15 947	1,8	20 093	15 029	1,8	33 289	20 260	2,0	102 160	40 935	3,6	169 969	111 129	7,3
Hong-Kong	70	16	0,0	155	42	0,0	301	36	0,0	230	270	0,0	393	7 082	0,5
Inde	6 769	4 449	0,5	4 385	1 572	0,2	1 987	467	0,0	41 730	2 726	0,2	37 553	10 635	0,7
Japon	3 720	3 077	0,4	410	434	0,1	235	858	0,1	292	927	0,1	1 921	4 038	0,3
Taiwan	1 185	853	0,1	602	466	0,1	3 676	2 785	0,3	1 686	1 371	0,1	602	942	0,1
Thaïlande	17 917	12 220	1,4	10 102	6 328	0,8	6 142	4 610	0,5	9 353	7 446	0,7	2 792	3 570	0,2
Emirates arabes unis	56	113	0,0	578	624	0,1	1 546	9 527	1,0	1 080	16 810	1,5	40	16 395	1,1
Autres pays d'Asie	30 742	21 361	2,5	38 035	29 116	3,5	60 959	50 953	5,2	60 198	39 585	3,5	64 979	83 947	5,5
OCEANIE	7 760	5 325	0,6	92	1 436	0,2	43	237	0,0	24	78	0,0	479	417	0,0
Dont: Australie-Nouvelle	2	0	0,0	92	1 436	0,2	43	237	0,0	24	78	0,0	479	417	0,0
TOTAL GENERAL	396 353	862 095	100,0	332 093	841 308	100,0	406 368	989 158	100,0	852 723	1 132 185	100,0	832 666	1 532 160	100,0

TABLEAU A6 : Répartition géographique des importations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2008			2009			2010			2011			2012		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	1 376 806	444 380	29,8	496 742	309 842	26,4	571 500	512 646	30,3	644 124	398 586	25,2	674 247	452 544	25,16
<i>Union Européenne</i>	1 175 501	365 176	24,5	289 679	258 259	22,0	366 166	456 818	27,0	373 176	322 419	20,4	423 431	370 877	20,62
<i>ZONE EURO</i>	1 061 658	334 885	22,5	281 003	244 296	20,8	356 122	434 450	25,7	357 050	305 148	19,3	409 563	348 835	19,39
France	957 093	207 107	13,9	129 121	133 561	11,4	231 772	256 796	15,2	218 519	162 600	10,3	232 454	191 190	10,63
Allemagne	23 340	36 256	2,4	31 053	32 309	2,8	33 920	49 666	2,9	41 260	54 906	3,5	41 336	38 113	2,12
Italie	27 057	16 444	1,1	23 400	11 934	1,0	17 399	20 136	1,2	18 966	14 202	0,9	43 059	20 789	1,16
Pays-Bas	17 595	10 341	0,7	23 180	19 935	1,7	20 556	50 627	3,0	21 970	11 707	0,7	26 597	23 006	1,28
Belgique	23 462	38 527	2,6	42 707	25 880	2,2	15 779	27 208	1,6	15 284	22 930	1,4	17 121	24 695	1,37
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	70 426	81 031	5,4	8 676	13 963	1,2	10 045	22 368	1,3	41 051	38 803	2,5	48 997	51 042	2,84
Royaume-Uni	79 989	13 997	0,9	2 172	5 752	0,5	1 697	8 753	0,5	1 623	4 684	0,3	1 808	6 142	0,34
<i>Autres pays d'Europe</i>	201 305	79 204	5,3	207 064	51 583	4,4	205 333	55 828	3,3	270 948	76 167	4,8	250 816	81 667	4,54
Dont Suisse	8 707	19 088	1,3	5 050	4 693	0,4	8 263	4 544	0,3	568	1 124	0,1	724	1 952	0,11
Russie	137 523	33 739	2,3	141 568	29 647	2,5	69 038	16 460	1,0	118 780	26 146	1,7	143 081	31 954	1,78
AFRIQUE	2 133 031	599 630	40,3	2 395 143	505 442	43,1	2 621 195	689 179	40,7	3 020 495	772 137	48,8	3 105 596	828 189	46,04
<i>CEDEAO</i>	2 047 354	497 054	33,4	2 319 463	428 641	36,5	2 487 286	523 623	30,9	2 821 878	660 671	41,8	3 018 044	747 864	41,57
<i>UEMOA</i>	1 955 673	467 212	31,4	2 237 990	401 977	34,2	2 429 197	496 203	29,3	2 713 074	604 843	38,2	2 889 424	684 436	38,05
Bénin	131 992	33 269	2,2	175 141	63 820	5,4	287 501	113 037	6,7	222 875	119 836	7,6	151 429	91 558	5,09
Burkina	5 980	2 370	0,2	13 977	2 248	0,2	20 433	3 313	0,2	19 348	2 488	0,2	45 518	36 972	2,06
Côte d'Ivoire	640 879	154 689	10,4	656 316	143 033	12,2	423 596	113 000	6,7	376 381	127 404	8,1	441 678	192 807	10,72
Guinée Bissau	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	8 583	0,48
Niger	128	79	0,0	100	48	0,0	358	205	0,0	49	21	0,0	93 424	55 489	3,08
Sénégal	1 039 944	256 691	17,2	1 266 376	162 307	13,8	1 624 437	239 628	14,2	2 048 130	338 226	21,4	2 138 353	277 743	15,44
Togo	136 750	20 114	1,4	126 081	30 521	2,6	72 872	27 019	1,6	46 292	16 866	1,1	19 021	21 285	1,18
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	91 681	29 842	2,0	81 474	26 664	2,3	58 089	27 421	1,6	108 804	55 828	3,5	128 620	63 428	3,53
Cap vert	0	0	0,0	0	0	0,0	2	5	0,0	0	0	0,0	0	0	0,00
Gambie	600	246	0,0	565	248	0,0	510	400	0,0	1 764	857	0,1	17 364	5 412	0,30
Ghana	77 928	24 819	1,7	64 848	21 650	1,8	48 257	21 433	1,3	97 656	50 703	3,2	93 513	51 189	2,85
Guinée Conakry	11 309	3 584	0,2	11 045	2 837	0,2	7 257	1 884	0,1	6 800	1 520	0,1	16 226	5 550	0,31
Libéria	0	0	0,0	1	3	0,0	0	3	0,0	0	0	0,0	0	0	0,00
Nigéria	1 844	1 190	0,1	4 975	1 917	0,2	2 042	3 681	0,2	2 584	2 745	0,2	1 494	1 262	0,07
Sierra Leone	0	2	0,0	40	10	0,0	20	14	0,0	0	3	0,0	24	14	0,00
<i>Autres pays d'Afrique</i>	85 677	102 576	6,9	75 679	76 801	6,5	133 910	165 556	9,8	198 617	111 466	7,0	87 552	80 324	4,47
Algérie	6 584	2 245	0,2	10 381	2 428	0,2	5 853	742	0,0	29 272	73 634	4,7	7 194	943	0,05
Maroc	3 884	8 942	0,6	4 043	3 029	0,3	47 562	13 656	0,8	6 972	900	0,1	30 649	12 089	0,67
Tunisie	21 256	3 963	0,3	22 523	4 244	0,4	27 491	4 384	0,3	205	110	0,0	13 159	2 808	0,16
Caméroun	651	277	0,0	822	427	0,0	253	254	0,0	220	107	0,0	363	208	0,01
Kenya	143	71	0,0	75	88	0,0	106	795	0,0	83 249	18 240	1,2	112	74	0,00
Afrique du Sud	25 700	67 413	4,5	29 572	62 259	5,3	23 806	133 874	7,9	25 089	6 057	0,4	15 919	54 334	3,02
AMERIQUE	173 014	138 239	9,3	249 090	75 643	6,4	253 783	139 028	8,2	284 220	91 472	5,8	242 863	119 690	6,65
Canada	4 308	8 812	0,6	2 309	6 034	0,5	1 728	11 097	0,7	2 570	9 262	0,6	2 981	12 023	0,67
Etats-Unis	21 880	98 703	6,6	39 484	35 188	3,0	28 673	94 105	5,6	21 436	39 228	2,5	20 582	48 639	2,70
<i>Autres pays d'Amérique</i>	146 827	30 723	2,1	207 298	34 421	2,9	223 382	33 825	2,0	260 213	42 982	2,7	219 300	59 028	3,28
ASIE	549 240	295 919	19,9	747 600	262 542	22,4	465 508	325 741	19,2	523 851	293 498	18,6	673 552	369 254	20,53
Chine	300 324	154 974	10,4	264 590	122 904	10,5	188 275	210 193	12,4	211 196	170 040	10,8	198 888	211 959	11,78
Hong-Kong	3 432	2 439	0,2	4 261	2 698	0,2	1 207	1 199	0,1	988	531	0,0	1 529	1 223	0,07
Inde	61 101	29 465	2,0	58 560	42 481	3,6	42 892	27 188	1,6	63 011	32 467	2,1	178 584	46 897	2,61
Japon	26 627	40 987	2,8	13 190	34 962	3,0	12 687	33 915	2,0	12 124	28 379	1,8	10 804	20 963	1,17
Taiwan	909	1 087	0,1	880	533	0,0	101	249	0,0	710	692	0,0	211	980	0,05
Thaïlande	70 604	17 611	1,2	67 102	9 339	0,8	63 614	7 366	0,4	58 490	7 690	0,5	62 869	8 095	0,45
Emirates arabes unis	17 090	17 854	1,2	25 681	11 881	1,0	19 188	20 013	1,2	21 974	14 320	0,9	16 461	9 066	0,50
<i>Autres pays d'Asie</i>	89 675	51 797	3,5	343 278	52 323	4,5	157 940	46 830	2,8	156 346	39 911	2,5	205 736	71 293	3,96
OCEANIE	7 339	10 622	0,7	14 485	20 598	1,8	7 251	26 351	1,6	6 227	26 038	1,6	6 948	29 282	1,63
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	3 925	8 045	0,5	14 462	20 533	1,7	7 251	26 347	1,6	6 219	26 034	1,6	6 701	29 247	1,63
TOTAL GENERAL	4 239 430	1 488 790	100	3 903 060	1 174 067	100	3 919 237	1 692 945	100	4 478 917	1 581 731	100	4 703 206	1 798 959	100,00

TABLEAU A7 : Exportations communautaires

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,2	0,4	0,0	0,0	3,5	0,0	4,1
	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,5
	Millions FCFA	0	455	682	2	0	6 685	0	7 824
Or	% Exports Or						0,0		0,0
	% Exports totales						0,0		0,0
	Millions FCFA						5		5
Animaux vivants	% Exports Animaux	1,5	3,6	63,3	0,0	1,1	29,7	0,1	99,3
	% Exports totales	0,1	0,1	2,4		0,0	1,1	0,0	3,8
	Millions FCFA	905	2 104	37 209	0	637	17 454	44	58 353
Engrais	% Exports Engrais	0,0	46,9	12,6	0,0	0,0	0,6	0,0	60,1
	% Exports totales	0,0	2,5	0,7		0,0	0,0	0,0	3,2
	Millions FCFA	0	38 504	10 336	0	0	470	0	49 310
Divers	% Exports totales	0,7	0,4	0,9	0,0	0,5	0,7	0,9	4,2
	Millions FCFA	10 558	6 215	14 428	649	8 311	10 367	13 773	64 301
Total	% Exports totales	0,7	3,1	4,1	0,0	0,6	2,3	0,9	11,7
	Millions FCFA	11 463	47 279	62 654	651	8 948	34 981	13 817	179 793

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A8 : Importations communautaires

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	0,0	1,6	23,6	2,2	0,1	17,5	1,4	46,5
	% Imports totales	0,0	0,2	3,3	0,3	0,0	2,5	0,2	6,6
	Millions FCFA	5	3 402	49 393	4 692	141	36 595	2 983	97 212
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	17,7	3,7	16,4	0,0	10,7	9,8	0,6	59,0
	% Imports totales	5,1	1,1	4,7		3,1	2,8	0,2	16,9
	Millions FCFA	74 731	15 764	69 034		45 255	41 422	2 652	248 858
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	1,0	6,1	0,0	0,0	50,4	0,8	58,3
	% Imports totales	0,0	0,1	0,8		0,0	6,6	0,1	7,7
	Millions FCFA	25	1 880	11 797		1	97 701	1 642	113 046
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,1	0,5		0,0	0,5	0,4	1,5
	Millions FCFA	10	1 837	6 997		6	7 554	5 741	22 146
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,0	0,8	0,7	0,0	0,0	3,3	0,4	5,2
	% Imports totales	0,0	0,2	0,1		0,0	0,7	0,1	1,1
	Millions FCFA	7	2 581	2 116		53	10 447	1 279	16 483
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,5	7,1	0,0	0,0	13,9	0,2	21,6
	% Imports totales	0,0	0,1	0,9		0,0	1,8	0,0	2,9
	Millions FCFA	0	898	13 788		3	27 018	394	42 101
Divers	% Imports totales	0,0	0,3	0,3		0,0	0,5	0,2	1,5
	Millions FCFA	299	3 955	4 975	2 346	42	7 012	2 763	21 393
Total	% Imports totales	5,1	2,1	10,7	0,5	3,1	15,4	1,2	38,0
	Millions FCFA	75 077	30 317	158 102	7 038	45 501	227 749	17 453	561 238

TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		8 643	13 408	317	75 077	38 997	28 750	65 189	230 380
	Burkina	5 365		22 041	13	30 317	9 059	5 747	4 181	76 722
	Cote d'Ivoire	96 528	290 731		390	158 102	35 864	115 035	82 597	779 246
	Guinée-Bissau	0	0	272		7 038	0	3 595	3 631	14 536
	Mali	11 463	47 279	62 654	651		8 948	34 981	13 817	179 793
	Niger	22 316	7 147	3 316	0	45 501		4 942	7 608	90 829
	Sénégal	11 537	33 707	49 579	37 100	227 750	8 363		15 633	383 670
	Togo	139 194	77 766	54 981	400	17 454	60 798	5 845		356 438
	UEMOA	286 404	465 273	206 251	38 872	561 238	162 028	198 894	192 656	2 111 615

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

Produits	2011		2 012	
	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en kg)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en kg)
Or	804 145	295 568	1 065 624	49 429
Coton	90 900	125 947 765	190 994	156 106 583
Engrais	73 275	251 147 047	82 042	268 287 946
Animaux vivants	46 247	52 058 999	58 749	63 893 188
Réacteurs nucléaires, chaudières	14 336	3 311 518	25 019	9 551 603
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	5 632	1 793 071	16 632	5 330 575
Peaux et cuirs	6 139	5 412 319	9 977	7 660 696
Fruits comestibles	11 058	49 101 198	8 662	45 637 108
Combustibles minéraux	11 058	49 101 198	8 342	15 700 291
Minerais de fer	6 007	115 783 778	7 133	139 800 634
Graines et fruits oléagineux	4 262	19 942 533	3 776	13 163 417
Fonte, fer et acier	4 149	55 609 543	3 504	39 768 367
Boissons	3 644	7 022 240	2 622	7 095 624
Machines, appareils et matériels	6 937	1 581 241	2 605	1 110 211
Céréales	2 892	9 671 790	411	2 516 716

TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		5 504	3 347	0	872	1 476	3 005	5 385	19 588
	Burkina	9 380		1 156	48	2 146	1 191	3 278	6 948	24 147
	cote d'Ivoire	13 606	17 246		0	3 506	455	4 796	9 718	49 327
	Guinée-Bissau	0	437	0		1	0	2 216	0	2 655
	Mali	5 342	11 144	5 994	76		5 147	5 555	2 546	35 803
	Niger	2 262	1 908	4 180	0	963		4 098	6 738	20 148
	Sénégal	2 009	2 767	1 674	1 116	5 398	1 674		670	15 307
	Togo	11 318	1 139	2 563	0	930	975	4 371		21 296
	UEMOA	43 917	40 145	18 913	1 239	13 816	10 917	27 319	32 004	188 270

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 112	4 013	89	4 129	2 229	3 877	3 183	19 630
	Burkina	2 130		12 303	52	19 332	1 565	7 810	1 937	45 129
	Cote d'Ivoire	4 165	10 682		287	62 168	7 670	15 911	17 403	118 285
	Guinée-Bissau	105	83	155		284	325	2 884	104	3 940
	Mali	1 482	4 851	6 913	184		2 236	9 926	3 165	28 758
	Niger	1 845	1 035	6 269	728	7 680		2 210	3 601	23 368
	Sénégal	1 041	3 150	4 630	2 106	18 163	2 697		1 788	33 575
	Togo	1 334	3 138	2 578	242	2 156	702	3 931		14 080
	UEMOA	12 101	25 050	36 861	3 688	113 911	17 424	46 548	31 181	286 764

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A13 : Balance des paiements du Mali en termes de transaction de 2008 à 2012**TABLEAU A14 : Balance des paiements du Mali en termes de transaction de 2008 à 2012 (optique BCEAO)****TABLEAU A15 : Position extérieure globale du Mali de 2008 à 2012**

Tableau 1 : Balance des paiements MBP6 - MALI

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.109999.B.X.N.2	Current account	-278,5	-476,2	-309,2	-589,4	-309,7	-139,204
678.109999.C.X.N.2	Credit	1 192,0	1 436,2	1 349,5	1 589,3	1 814,5	2 212,954
678.109999.D.X.N.2	Debit	1 470,6	1 912,4	1 658,7	2 178,6	2 124,3	2 352,158
678.129999.B.X.N.2	Goods and services	-330,5	-539,9	-322,9	-648,1	-495,6	-310,209
678.129999.C.X.N.2	Credit	926,4	1 142,6	1 004,8	1 206,7	1 321,5	1 708,272
678.129999.D.X.N.2	Debit	1 256,9	1 682,5	1 327,7	1 854,7	1 817,1	2 018,481
678.1A9999.B.X.N.2	Goods	-138,4	-284,3	-99,2	-329,2	-157,1	57,0135
678.1A9999.C.X.N.2	Credit	745,6	938,5	836,8	1 016,6	1 127,7	1 532,160
678.1A9999.D.X.N.2	Debit	884,0	1 222,8	936,0	1 345,8	1 284,7	1 475,146
678.1AA000.B.X.N.2	General merchandise on a balance of payments basis	-653,6	-930,2	-734,7	-1 089,5	-960,6	-1 007,626
678.1AA000.C.X.N.2	Credit	230,4	292,6	201,3	256,3	324,1	467,521
678.1AA000.D.X.N.2	Debit	884,0	1 222,8	936,0	1 345,8	1 284,7	1 475,146
678.1AB00z.B.X.N.2	Of which Re-exports (credit)						
678.1AB000.B.X.N.2	Net exports of goods under merchanting (credit)	0,0	0,0	0,0	-1,5	-0,6	-0,985
678.1AB000.C.X.N.2	Goods acquired under merchanting (negative credit)					-0,8	-1,407
678.1AB000.D.X.N.2	Goods sold under merchanting (credit)					0,2	0,422
678.1AC000.B.X.N.2	Nonmonetary gold	515,2	645,9	635,5	761,8	804,1	1 065,624
678.1AC000.C.X.N.2	Credit	515,2	645,9	635,5	761,8	804,1	1 065,624
678.1AC000.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
678.1B9999.B.X.N.2	Services	-192,1	-255,6	-223,7	-318,9	-338,6	-367,222
678.1B9999.C.X.N.2	Credit	180,8	204,1	168,0	190,0	193,9	176,112
678.1B9999.D.X.N.2	Debit	372,9	459,7	391,7	508,9	532,4	543,335
678.1BA000.B.X.N.2	Manufacturing services on physical inputs owned by others	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.1BA000.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.1BA000.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.1BA100.B.X.N.2	Goods for processing in reporting economy					0,0	0,000
678.1BA100.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BA100.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BA200.B.X.N.2	Goods for processing abroad					0,0	0,000
678.1BA200.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BA200.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BB000.B.X.N.2	Maintenance and repair services n.i.e.	-0,5	-0,4	-1,2	-6,7	-6,0	-7,752
678.1BB000.C.X.N.2	Credit	0,3	0,7	0,7	0,0	0,0	
678.1BB000.D.X.N.2	Debit	0,7	1,1	1,9	6,7	6,0	7,752
678.1BC000.B.X.N.2	Transport	-205,6	-274,1	-207,9	-303,0	-330,4	-342,099
678.1BC000.C.X.N.2	Credit	12,4	14,5	9,3	3,6	4,8	1,311
678.1BC000.D.X.N.2	Debit	218,0	288,7	217,2	306,5	335,2	343,410
	<i>For all modes of transport</i>						
678.1BC00Z.B.X.N.2	Passenger	-27,5	-31,5	-40,1	-26,1	-21,0	-30,882
678.1BC00Z.C.X.N.2	Credit	3,0	4,7	1,9	1,7	3,7	1,013
678.1BC00Z.D.X.N.2	Debit	30,5	36,2	42,0	27,8	24,7	31,895
678.1BC0ZZ.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers					0,0	0,000
678.1BC0ZZ.C.X.N.2	Credit					0,0	0,000
678.1BC0ZZ.D.X.N.2	Debit					0,0	0,000
678.1BC00Y.B.X.N.2	Freight	-178,9	-243,3	-168,3	-277,1	-266,2	-305,823
678.1BC00Y.C.X.N.2	Credit	7,0	7,5	5,0	0,2	0,3	0,000
678.1BC00Y.D.X.N.2	Debit	185,9	250,8	173,3	277,3	266,5	305,823
678.1BC00X.B.X.N.2	Other	0,8	0,6	0,4	0,3	-42,2	-4,852
678.1BC00X.C.X.N.2	Credit	2,4	2,3	2,4	1,7	0,8	0,298
678.1BC00X.D.X.N.2	Debit	1,7	1,7	1,9	1,4	43,0	5,150
678.1BC100.B.X.N.2	Sea transport	-107,7	-138,7	-95,3	-162,8	-146,6	-168,203
678.1BC100.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,000
678.1BC100.D.X.N.2	Debit	107,7	138,7	95,3	162,9	146,6	168,203
678.1BC110.B.X.N.2	Passenger					0,0	0,000
678.1BC110.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BC110.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BC11Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers					0,0	0,000
678.1BC11Z.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BC11Z.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BC120.B.X.N.2	Freight	-107,7	-138,7	-95,3	-162,9	-146,6	-168,203
678.1BC120.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BC120.D.X.N.2	Debit	107,7	138,7	95,3	162,9	146,6	168,203
678.1BC130.B.X.N.2	Other	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.1BC130.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	
678.1BC130.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	
678.1BC200.B.X.N.2	Air transport	-41,0	-49,4	-52,9	-45,9	-44,0	-54,156
678.1BC200.C.X.N.2	Credit	5,9	6,0	4,0	3,5	3,5	0,298
678.1BC200.D.X.N.2	Debit	46,8	55,5	56,9	49,4	47,6	54,454
678.1BC210.B.X.N.2	Passenger	-27,6	-33,1	-40,3	-26,1	-22,1	-31,516
678.1BC210.C.X.N.2	Credit	2,8	3,1	1,7	1,7	2,4	0,000
678.1BC210.D.X.N.2	Debit	30,5	36,2	42,0	27,8	24,5	31,516
678.1BC21Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers					0,0	0,000

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.1BC21Z.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BC21Z.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BC220.B.X.N.2	Freight	-14,1	-16,9	-13,0	-20,1	-19,7	-22,937
678.1BC220.C.X.N.2	Credit	0,6	0,7	0,0	0,2	0,3	0,000
678.1BC220.D.X.N.2	Debit	14,7	17,6	13,0	20,3	20,0	22,937
678.1BC230.B.X.N.2	Other	0,8	0,6	0,4	0,3	-2,2	0,297
678.1BC230.C.X.N.2	Credit	2,4	2,3	2,4	1,6	0,8	0,298
678.1BC230.D.X.N.2	Debit	1,7	1,7	1,9	1,3	3,0	0,001
678.1BC300.B.X.N.2	Other modes of transport	-56,9	-86,1	-59,8	-94,2	-138,8	-119,198
678.1BC300.C.X.N.2	Credit	6,5	8,5	5,2	0,0	1,3	1,013
678.1BC300.D.X.N.2	Debit	63,4	94,6	65,0	94,2	140,0	120,211
678.1BC310.B.X.N.2	Passenger	0,2	1,6	0,2	0,0	1,1	0,634
678.1BC310.C.X.N.2	Credit	0,2	1,6	0,2	0,0	1,3	1,013
678.1BC310.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,379
678.1BC31Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers					0,0	0,000
678.1BC31Z.C.X.N.2	Credit					0,0	0,000
678.1BC31Z.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BC320.B.X.N.2	Freight	-57,1	-87,7	-60,0	-94,2	-99,9	-114,683
678.1BC320.C.X.N.2	Credit	6,4	6,9	5,0	0,0	0,0	0,000
678.1BC320.D.X.N.2	Debit	63,4	94,6	65,0	94,2	99,9	114,683
678.1BC330.B.X.N.2	Other	0,0	0,0	0,0	0,0	-40,0	-5,149
678.1BC330.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.1BC330.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	40,0	5,149
678.1BC400.B.X.N.2	Postal and courier services					-1,0	-0,542
678.1BC400.C.X.N.2	Credit					0,0	0,000
678.1BC400.D.X.N.2	Debit					1,0	0,542
678.1BD000.B.X.N.2	Travel	40,2	57,2	42,5	46,5	43,1	20,286
678.1BD000.C.X.N.2	Credit	105,9	123,1	90,5	101,4	99,3	72,357
678.1BD000.D.X.N.2	Debit	65,8	65,9	48,0	54,9	56,2	52,072
678.1BD100.B.X.N.2	Business	23,9	12,1	11,5	17,9	17,9	7,206
678.1BD100.C.X.N.2	Credit	63,7	52,2	38,8	48,2	52,0	42,612
678.1BD100.D.X.N.2	Debit	39,7	40,1	27,3	30,3	34,0	35,406
678.1BD110.B.X.N.2	Acquisition of goods and services by border, seasonal, and other S-T workers					0,0	0,000
678.1BD110.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BD110.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BD120.B.X.N.2	Other	23,9	12,1	11,5	17,9	17,9	7,206
678.1BD120.C.X.N.2	Credit	63,7	52,2	38,8	48,2	52,0	42,612
678.1BD120.D.X.N.2	Debit	39,7	40,1	27,3	30,3	34,0	35,406
678.1BD130.B.X.N.2	Personal	16,2	45,1	31,0	28,5	25,2	13,080
678.1BD130.C.X.N.2	Credit	42,2	70,9	51,7	53,2	47,3	29,745
678.1BD130.D.X.N.2	Debit	26,0	25,8	20,7	24,7	22,2	16,665
678.1BD131.B.X.N.2	Health-related	-4,3	-0,2	-2,5	-2,9	-2,3	-2,910
678.1BD131.C.X.N.2	Credit	0,0	0,2	0,9	1,1	1,3	0,124
678.1BD131.D.X.N.2	Debit	4,3	0,4	3,4	4,0	3,6	3,034
678.1BD132.B.X.N.2	Education-related	-5,4	-0,2	5,7	3,9	-5,1	-3,060
678.1BD132.C.X.N.2	Credit	-0,1	1,1	10,2	9,2	0,2	0,823
678.1BD132.D.X.N.2	Debit	5,2	1,3	4,5	5,3	5,3	3,883
678.1BD133.B.X.N.2	Other	25,9	45,5	27,8	27,5	32,5	19,050
678.1BD133.C.X.N.2	Credit	42,4	69,7	40,6	42,9	45,9	28,798
678.1BD133.D.X.N.2	Debit	16,5	24,1	12,8	15,4	13,4	9,749
	<i>For both business and personal travel</i>						
678.1BD200.B.X.N.2	Goods						
678.1BD200.C.X.N.2	Credit						
678.1BD200.D.X.N.2	Debit						
678.1BD210.B.X.N.2	Local transport services						
678.1BD210.C.X.N.2	Credit						
678.1BD210.D.X.N.2	Debit						
678.1BD220.B.X.N.2	Accommodation services						
678.1BD220.C.X.N.2	Credit						
678.1BD220.D.X.N.2	Debit						
678.1BD230.B.X.N.2	Food-serving services						
678.1BD230.C.X.N.2	Credit						
678.1BD230.D.X.N.2	Debit						
678.1BD240.B.X.N.2	Other services						
678.1BD240.C.X.N.2	Credit						
678.1BD240.D.X.N.2	Debit						
678.1BD24Z.B.X.N.2	Of which: Health services						
678.1BD24Z.C.X.N.2	Credit						
678.1BD24Z.D.X.N.2	Debit						
678.1BD24Y.B.X.N.2	Of which: Education services						
678.1BD24Y.C.X.N.2	Credit						
678.1BD24Y.D.X.N.2	Debit						
678.1BE000.B.X.N.2	Construction	-17,7	-19,2	-21,5	-23,0	-27,3	-30,363
678.1BE000.C.X.N.2	Credit	0,7	1,0	2,4	2,5	1,5	0,000
678.1BE000.D.X.N.2	Debit	18,3	20,2	23,9	25,5	28,8	30,363
678.1BE100.B.X.N.2	Construction abroad						

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.1BE100.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BE100.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BE200.B.X.N.2	Construction in the reporting economy	-17,7	-19,2	-21,5	-23,0	-27,3	-30,363
678.1BE200.C.X.N.2	Credit	0,7	1,0	2,4	2,5	1,5	0,000
678.1BE200.D.X.N.2	Debit	18,3	20,2	23,9	25,5	28,8	30,363
678.1BF000.B.X.N.2	Insurance and pension services	-13,0	-19,0	-16,0	-19,3	-13,3	-14,895
678.1BF000.C.X.N.2	Credit	0,8	0,3	1,0	1,1	2,8	3,813
678.1BF000.D.X.N.2	Debit	13,8	19,2	17,0	20,4	16,1	18,708
678.1BF100.B.X.N.2	Direct insurance	-12,8	-18,0	-15,2	-19,3	-15,7	-17,306
678.1BF100.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,684
678.1BF100.D.X.N.2	Debit	12,8	18,0	15,2	19,8	15,7	17,990
678.1BF200.B.X.N.2	Reinsurance	-0,6	-1,1	-1,7	-0,6	-0,4	-0,025
678.1BF200.C.X.N.2	Credit	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,000
678.1BF200.D.X.N.2	Debit	0,9	1,2	1,8	0,6	0,4	0,025
678.1BF300.B.X.N.2	Auxiliary insurance services	0,3	0,1	0,9	0,6	2,8	2,450
678.1BF300.C.X.N.2	Credit	0,4	0,2	1,0	0,6	2,8	3,129
678.1BF300.D.X.N.2	Debit	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,679
678.1BF400.B.X.N.2	Pension and standardized guaranteed services						-0,014
678.1BF400.C.X.N.2	Credit					0,0	0,000
678.1BF400.D.X.N.2	Debit					0,0	0,014
678.1BG000.B.X.N.2	Financial services	-0,8	-1,2	-3,5	0,3	-0,2	4,381
678.1BG000.C.X.N.2	Credit	1,5	0,8	2,3	2,7	0,1	4,656
678.1BG000.D.X.N.2	Debit	2,3	2,1	5,8	2,4	0,3	0,275
678.1BG100.B.X.N.2	Explicitly charged and other financial services	-0,8	-1,2	-3,5	0,3	-0,2	4,381
678.1BG100.C.X.N.2	Credit	1,5	0,8	2,3	2,7	0,1	4,656
678.1BG100.D.X.N.2	Debit	2,3	2,1	5,8	2,4	0,3	0,275
678.1BG10Z.B.X.N.2	Financial intermediation services indirectly measured (FISIM)					0,0	0,000
678.1BG10Z.C.X.N.2	Credit					0,0	
678.1BG10Z.D.X.N.2	Debit					0,0	
678.1BH000.B.X.N.2	Charges for the use of intellectual property n.i.e.	-0,4	-0,6	-1,2	-0,9	0,2	0,062
678.1BH000.C.X.N.2	Credit	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,062
678.1BH000.D.X.N.2	Debit	0,5	0,7	1,2	1,0	0,0	0,000
678.1BJ000.B.X.N.2	Telecommunications, computer, and information services	17,6	19,9	20,3	22,4	20,6	25,027
678.1BJ000.C.X.N.2	Credit	41,4	47,1	47,4	59,6	67,1	74,508
678.1BJ000.D.X.N.2	Debit	23,9	27,2	27,1	37,2	46,5	49,481
678.1BJ100.B.X.N.2	Telecommunications services	19,5	22,5	23,2	26,0	27,8	29,576
678.1BJ100.C.X.N.2	Credit	41,4	47,1	47,4	59,5	67,1	74,508
678.1BJ100.D.X.N.2	Debit	21,9	24,5	24,3	33,5	39,4	44,932
678.1BJ200.B.X.N.2	Computer services					-6,5	-4,162
678.1BJ200.C.X.N.2	Credit					0,0	0,000
678.1BJ200.D.X.N.2	Debit					6,5	4,162
678.1BJ300.B.X.N.2	Information services	-1,9	-2,7	-2,8	-3,7	-0,6	-0,387
678.1BJ300.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,000
678.1BJ300.D.X.N.2	Debit	1,9	2,7	2,8	3,7	0,6	0,387
678.1BK000.B.X.N.2	Other business services	-17,3	-21,8	-37,7	-39,0	-34,1	-36,394
678.1BK000.C.X.N.2	Credit	9,1	10,8	5,1	4,8	2,5	1,657
678.1BK000.D.X.N.2	Debit	26,5	32,6	42,8	43,9	36,7	38,050
678.1BK100.B.X.N.2	Research and development services	0,0	0,2	0,0	0,2	-0,3	-1,352
678.1BK100.C.X.N.2	Credit	0,0	0,2	0,0	0,2	0,1	0,152
678.1BK100.D.X.N.2	Debit					0,4	1,504
678.1BK200.B.X.N.2	Professional and management consulting services	-0,6	0,3	0,4	0,3	-10,0	-11,441
678.1BK200.C.X.N.2	Credit	0,1	0,7	0,8	0,9	2,2	1,100
678.1BK200.D.X.N.2	Debit	0,7	0,4	0,4	0,6	12,3	12,541
678.1BK300.B.X.N.2	Technical, trade-related, and other business services	-16,8	-22,3	-38,1	-39,4	-23,8	-23,601
678.1BK300.C.X.N.2	Credit	9,0	9,9	4,2	3,9	0,2	0,405
678.1BK300.D.X.N.2	Debit	25,8	32,1	42,3	43,3	24,0	24,005
678.1BL000.B.X.N.2	Personal, cultural, and recreational services	-1,8	-0,9	-0,9	-0,1	0,1	5,000
678.1BL000.C.X.N.2	Credit	0,3	0,1	0,3	0,3	0,3	0,667
678.1BL000.D.X.N.2	Debit	2,1	1,0	1,2	0,4	0,2	0,354
678.1BL100.B.X.N.2	Audiovisual and related services	-0,6	-1,0	-1,2	-0,4	0,0	-0,220
678.1BL100.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,134
678.1BL100.D.X.N.2	Debit	0,6	1,0	1,2	0,4	0,2	0,354
678.1BL200.B.X.N.2	Other personal, cultural, and recreational services	-1,2	0,1	0,3	0,3	0,1	0,533
678.1BL200.C.X.N.2	Credit	0,3	0,1	0,3	0,3	0,1	0,533
678.1BL200.D.X.N.2	Debit	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.1BM000.B.X.N.2	Government goods and services n.i.e.	7,3	4,6	3,4	3,9	8,7	14,212
678.1BM000.C.X.N.2	Credit	8,4	5,6	9,2	13,9	15,2	17,082
678.1BM000.D.X.N.2	Debit	1,1	1,1	5,8	10,0	6,5	2,870
678.1BM100.B.X.N.2	Tourism-related services in travel and passenger transport						
678.1BM100.C.X.N.2	Credit						
678.1BM100.D.X.N.2	Debit						
678.1C9999.B.X.A.2	Primary income	-139,7	-140,0	-216,0	-207,5	-217,9	-234,831
678.1C9999.C.X.A.2	Credit	34,3	45,5	38,5	35,5	27,5	41,410
678.1C9999.D.X.A.2	Debit	173,9	185,5	254,5	243,1	245,5	276,242
678.1CA000.B.X.A.2	Compensation of employees	3,5	4,8	1,1	1,7	-4,3	-1,505
678.1CA000.C.X.A.2	Credit	10,0	11,1	14,1	17,5	15,3	16,490

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.1CA000.D.X.A.2	Debit	6,5	6,4	13,0	15,8	19,6	17,995
678.1CB000.B.X.A.2	Investment income	-143,2	-144,7	-217,0	-209,2	-208,3	-235,131
678.1CB000.C.X.A.2	Credit	24,3	34,4	24,4	18,1	12,2	17,014
678.1CB000.D.X.A.2	Debit	167,5	179,1	241,5	227,3	220,6	252,146
678.1CB100.B.X.A.2	Direct investment	-116,5	-124,1	-202,9	-196,7	-190,1	-225,127
678.1CB100.C.X.A.2	Credit	9,1	22,0	14,1	2,4	2,2	2,153
678.1CB100.D.X.A.2	Debit	125,7	146,1	216,9	199,1	192,3	227,280
678.1CB110.B.X.A.2	Income on equity and investment fund shares	-111,6	-120,4	-202,9	-196,7	-189,9	-223,935
678.1CB110.C.X.A.2	Credit	9,1	22,0	14,1	2,4	0,7	0,739
678.1CB110.D.X.A.2	Debit	120,7	142,4	216,9	199,1	190,6	224,674
678.1CB111.B.X.A.2	Dividends and withdrawals from income of quasi-corporations	-86,4	-80,4	-159,5	-136,7	-122,9	-189,311
678.1CB111.C.X.A.2	Credit	0,0	0,1	0,1	0,1	0,7	0,739
678.1CB111.D.X.A.2	Debit	86,4	80,6	159,5	136,8	123,5	190,050
678.1CB11A.B.X.A.2	Direct investor in direct investment enterprises					-122,0	-189,217
678.1CB11A.C.X.A.2	Credit					0,1	0,000
678.1CB11A.D.X.A.2	Debit					122,1	189,217
678.1CB11B.B.X.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					0,1	0,533
678.1CB11B.C.X.A.2	Credit					0,5	0,610
678.1CB11B.D.X.A.2	Debit					0,4	0,077
678.1CB11C.B.X.A.2	Between fellow enterprises					-1,0	-0,627
678.1CB11C.C.X.A.2	Credit					0,1	0,129
678.1CB11C.D.X.A.2	Debit					1,1	0,756
678.1CB11D.B.X.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.1CB11D.C.X.A.2	Credit						
678.1CB11D.D.X.A.2	Debit						
678.1CB11E.B.X.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.1CB11E.C.X.A.2	Credit						
678.1CB11E.D.X.A.2	Debit						
678.1CB11F.B.X.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.1CB11F.C.X.A.2	Credit						
678.1CB11F.D.X.A.2	Debit						
678.1CB112.B.X.A.2	Reinvested earnings	-25,2	-40,0	-43,4	-60,0	-67,1	-34,624
678.1CB112.C.X.A.2	Credit	9,1	21,9	14,0	2,3	0,0	0,000
678.1CB112.D.X.A.2	Debit	34,3	61,9	57,4	62,3	67,1	34,624
<i>678.1CB11Z.B.X.A.2</i>	<i>Investment income attributable to policyholders in insurance, pension schemes, and standardized guarantees, and to investment fund shareholders</i>						
678.1CB11Z.C.X.A.2	Credit						
678.1CB11Z.D.X.A.2	Debit						
<i>678.1CB1ZZ.B.X.A.2</i>	<i>of which: Investment income attributable to investment fund shareholders</i>						
678.1CB1ZZ.C.X.A.2	Credit						
678.1CB1ZZ.D.X.A.2	Debit						
678.1CB120.B.X.A.2	Interest	-4,9	-3,7	0,0	-0,1	-0,2	-1,192
678.1CB120.C.X.A.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,414
678.1CB120.D.X.A.2	Debit	4,9	3,7	0,0	0,1	1,7	2,606
678.1CB121.B.X.A.2	Direct investor in direct investment enterprises					0,0	-0,262
678.1CB121.C.X.A.2	Credit					1,4	1,357
678.1CB121.D.X.A.2	Debit					1,4	1,619
678.1CB122.B.X.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					0,0	-0,060
678.1CB122.C.X.A.2	Credit					0,0	0,000
678.1CB122.D.X.A.2	Debit					0,0	0,060
678.1CB123.B.X.A.2	Between fellow enterprises					-0,2	-0,870
678.1CB123.C.X.A.2	Credit					0,1	0,057
678.1CB123.D.X.A.2	Debit					0,3	0,927
678.1CB12A.B.X.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.1CB12A.C.X.A.2	Credit						
678.1CB12A.D.X.A.2	Debit						
678.1CB12B.B.X.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.1CB12B.C.X.A.2	Credit						
678.1CB12B.D.X.A.2	Debit						
678.1CB12C.B.X.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.1CB12C.C.X.A.2	Credit						
678.1CB12C.D.X.A.2	Debit						
678.1CB12Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM	-4,9	-3,7	0,0	-0,1	0,0	0,000
678.1CB12Z.C.X.A.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.1CB12Z.D.X.A.2	Debit	4,9	3,7	0,0	0,1		
678.1CB200.B.X.A.2	Portfolio investment	-12,2	-9,2	-1,0	-1,7	2,2	7,316
678.1CB200.C.X.A.2	Credit	8,6	4,8	4,6	9,0	7,9	12,609
678.1CB200.D.X.A.2	Debit	20,7	14,1	5,6	10,7	5,8	5,294
678.1CB210.B.X.A.2	Investment income on equity and investment fund shares	-10,2	-0,7	-0,9	-2,4	-0,1	-0,084
678.1CB210.C.X.A.2	Credit	0,1	0,1	0,4	0,4	0,0	0,068
678.1CB210.D.X.A.2	Debit	10,2	0,8	1,2	2,8	0,1	0,152
678.1CB211.B.X.A.2	Dividends on equity excluding investment fund shares					0,0	-0,084
678.1CB211.C.X.A.2	Credit					0,0	0,068

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.1CB211.D.X.A.2	Debit					0,0	0,152
678.1CB212.B.X.A.2	Investment income attributable to investment fund shareholders					0,0	0,000
678.1CB212.C.X.A.2	Credit						
678.1CB212.D.X.A.2	Debit						
678.1CB21A.B.X.A.2	Dividends					0,0	0,000
678.1CB21A.C.X.A.2	Credit						
678.1CB21A.D.X.A.2	Debit						
678.1CB21B.B.X.A.2	Reinvested earnings					0,0	0,000
678.1CB21B.C.X.A.2	Credit					0,0	
678.1CB21B.D.X.A.2	Debit					0,0	
678.1CB220.B.X.A.2	Interest	-2,0	-8,6	-0,1	0,7	2,3	7,399
678.1CB220.C.X.A.2	Credit	8,5	4,7	4,2	8,6	7,9	12,541
678.1CB220.D.X.A.2	Debit	10,5	13,3	4,3	7,9	5,7	5,142
678.1CB220.B.X.S.2	Short-term	0,1	-0,4	-0,2	1,0	0,0	5,345
678.1CB220.C.X.S.2	Credit	0,2	0,4	0,1	1,3	5,6	8,241
678.1CB220.D.X.S.2	Debit	0,0	0,9	0,3	0,3	5,6	2,896
678.1CB220.B.X.L.2	Long-term	-2,1	-8,2	0,1	-0,3	2,2	2,054
678.1CB220.C.X.L.2	Credit	8,3	4,3	4,1	7,3	2,3	4,300
678.1CB220.D.X.L.2	Debit	10,4	12,4	4,0	7,7	0,1	2,246
678.1CB300.B.X.A.2	Other investment	-14,5	-11,5	-13,2	-10,7	-20,4	-17,320
678.1CB300.C.X.A.2	Credit	6,6	7,5	5,8	6,7	2,1	2,251
678.1CB300.D.X.A.2	Debit	21,1	19,0	19,0	17,4	22,5	19,572
678.1CB310.B.X.A.2	Withdrawals from income of quasi-corporations					0,0	0,000
678.1CB310.C.X.A.2	Credit					0,0	
678.1CB310.D.X.A.2	Debit					0,0	
678.1CB320.B.X.A.2	Interest	-14,5	-11,5	-13,2	-10,7	-20,4	-17,320
678.1CB320.C.X.A.2	Credit	6,6	7,5	5,8	6,7	2,1	2,251
678.1CB320.D.X.A.2	Debit	21,1	19,0	19,0	17,4	22,5	19,572
678.1CB32Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM	-14,5	-11,5	-13,2	-10,7	0,0	0,000
678.1CB32Z.C.X.A.2	Credit	6,6	7,5	5,8	6,7		
678.1CB32Z.D.X.A.2	Debit	21,1	19,0	19,0	17,4		
678.1CB330.B.X.A.2	Investment income attributable to policyholders in insurance, pension schemes, and standardized guarantees						
678.1CB330.C.X.A.2	Credit						
678.1CB330.D.X.A.2	Debit						
678.1CB400.B.X.A.2	Reserve assets					0,0	0,000
678.1CB400.C.X.A.2	Credit					0,0	0,000
678.1CB410.B.X.A.2	Income on equity and investment fund shares						
678.1CB410.C.X.A.2	Credit						
678.1CB420.B.X.A.2	Interest						
678.1CB420.C.X.A.2	Credit						
678.1CB42Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM						
678.1CB42Z.C.X.A.2	Credit						
678.1CC000.B.X.A.2	Other primary income					-5,3	1,805
678.1CC000.C.X.A.2	Credit					0,0	7,906
678.1CC000.D.X.A.2	Debit					5,3	6,101
678.1CC100.B.X.A.2	Taxes on products and production						
678.1CC100.C.X.A.2	Credit						
678.1CC100.D.X.A.2	Debit						
678.1CC200.B.X.A.2	Subsidies						
678.1CC200.C.X.A.2	Credit						
678.1CC200.D.X.A.2	Debit						
678.1CC300.B.X.A.2	Rent					-5,3	1,805
678.1CC300.C.X.A.2	Credit					0,0	7,906
678.1CC300.D.X.A.2	Debit					5,3	6,101
678.1D9999.B.A.A.2	Secondary income	191,7	203,7	229,7	266,2	403,8	405,836
678.1D9999.C.A.A.2	Credit	231,4	248,1	306,1	347,1	465,4	463,272
678.1D9999.D.A.A.2	Debit	39,7	44,4	76,5	80,9	61,7	57,435
678.1D9999.B.G.A.2	General government	56,8	47,5	82,3	98,1	81,0	29,003
678.1D9999.C.G.A.2	Credit	60,4	49,4	89,4	105,4	96,9	42,564
678.1D9999.D.G.A.2	Debit	3,6	1,9	7,0	7,3	15,9	13,561
678.1DA000.C.G.A.2	Current taxes on income, wealth, etc. (credit)						
678.1DA00Z.C.G.A.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers (credit)						
678.1DB000.C.G.A.2	Social contributions (credit)						
678.1DB00Z.C.G.A.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers (credit)						
678.1DC000.D.G.A.2	Social benefits (debit)						
678.1DD000.B.G.A.2	Current international cooperation						
678.1DD000.C.G.A.2	Credit					96,9	42,564
678.1DD000.D.G.A.2	Debit					15,9	13,561
678.1DE000.B.G.A.2	Miscellaneous current transfers of general government						
678.1DE000.C.G.A.2	Credit					0,0	
678.1DE000.D.G.A.2	Debit					0,0	
678.1DE00Z.B.G.A.2	Of which: Current transfers to NPISHs						
678.1DE00Z.C.G.A.2	Credit						
678.1DE00Z.D.G.A.2	Debit						

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.1D9999.B.O.A.2	Financial corporations, nonfinancial corporations, households, and NPISHs	134,9	156,2	147,3	168,1	322,7	376,833
678.1D9999.C.O.A.2	Credit	171,1	198,7	216,8	241,7	368,5	420,708
678.1D9999.D.O.A.2	Debit	36,2	42,5	69,5	73,6	45,8	43,874
678.1DF000.B.O.A.2	Personal transfers (Current transfers between resident and nonresident households)	121,7	141,3	134,4	145,4	313,4	367,391
678.1DF000.C.O.A.2	Credit	154,9	181,9	200,2	216,7	354,7	405,953
678.1DF000.D.O.A.2	Debit	33,2	40,6	65,8	71,3	41,3	38,562
678.1DF00Z.B.O.A.2	Of which: Workers' remittances	121,7	141,3	134,4	145,4	313,4	367,391
678.1DF00Z.C.O.A.2	Credit	154,9	181,9	200,2	216,7	354,7	405,953
678.1DF00Z.D.O.A.2	Debit	33,2	40,6	65,8	71,3	41,3	38,562
678.1DG000.B.O.A.2	Other current transfers	13,2	14,9	12,9	22,8	9,3	9,443
678.1DG000.C.O.A.2	Credit	16,2	16,8	16,6	25,1	13,8	14,755
678.1DG000.D.O.A.2	Debit	3,0	2,0	3,7	2,3	4,5	5,312
678.1DA000.D.O.A.2	Current taxes on income, wealth, etc. (debit)					0,3	0,353
678.1DB000.B.O.A.2	Social contributions					-2,3	-3,311
678.1DB000.C.O.A.2	Credit					0,1	0,158
678.1DB000.D.O.A.2	Debit					2,5	3,469
678.1DC000.B.O.A.2	Social benefits					8,7	8,278
678.1DC000.C.O.A.2	Credit					9,1	8,792
678.1DC000.D.O.A.2	Debit					0,4	0,514
678.1DH000.B.O.A.2	Net nonlife insurance premiums					-1,5	-1,268
678.1DH000.C.O.A.2	Credit					0,0	0,010
678.1DH000.D.O.A.2	Debit					1,5	1,278
678.1DJ000.B.O.A.2	Nonlife insurance claims					0,8	0,092
678.1DJ000.C.O.A.2	Credit					0,8	0,092
678.1DJ000.D.O.A.2	Debit					0,0	0,000
678.1DD000.B.O.A.2	Current international cooperation					0,5	0,180
678.1DD000.C.O.A.2	Credit					0,6	0,231
678.1DD000.D.O.A.2	Debit					0,0	0,052
678.1DE000.B.O.A.2	Miscellaneous current transfers					2,8	5,118
678.1DE000.C.O.A.2	Credit					2,9	5,118
678.1DE000.D.O.A.2	Debit					0,1	0,000
678.1DE00Z.B.O.A.2	Of which: Current transfers to NPISHs					0,0	0,000
678.1DE00Z.C.O.A.2	Credit						
678.1DE00Z.D.O.A.2	Debit						
678.1DK000.B.O.A.2	Adjustment for change in pension entitlements					0,0	0,000
678.1DK000.C.O.A.2	Credit						
678.1DK000.D.O.A.2	Debit						
678.209999.B.A.A.2	Capital account	155,3	158,2	194,4	124,7	184,3	53,383
678.209999.C.A.A.2	Credit	155,6	158,5	194,7	125,2	184,4	55,606
678.209999.D.A.A.2	Debit	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	2,222
678.20A000.B.A.A.2	Gross acquisitions (DR.) / disposals (CR.) of nonproduced nonfinancial assets	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	0,0	-1,755
678.20A000.C.A.A.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,145
678.20A000.D.A.A.2	Debit	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	1,900
678.20A100.B.A.A.2	Capital transfers	155,6	158,5	194,7	125,2	184,3	55,138
678.20A100.C.A.A.2	Credit	155,6	158,5	194,7	125,2	184,4	55,461
678.20A100.D.A.A.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,322
678.20A100.B.G.A.2	General government	140,9	120,1	156,8	89,8	151,9	15,737
678.20A100.C.G.A.2	Credit	140,9	120,1	156,8	89,8	151,9	15,737
678.20A100.D.G.A.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.20A110.B.G.A.2	Debt forgiveness	10,7	10,9	13,0	11,0	13,6	6,555
678.20A110.C.G.A.2	Credit	10,7	10,9	13,0	11,0	13,6	6,555
678.20A110.D.G.A.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.20A120.B.G.A.2	Other capital transfers	130,2	109,2	143,8	78,8	138,3	9,182
678.20A120.C.G.A.2	Credit	130,2	109,2	143,8	78,8	138,3	9,182
678.20A120.D.G.A.2	Debit					0,0	0,000
678.20A12Z.B.G.A.2	Of which: Capital taxes (credit)						
678.20A100.B.O.A.2	Financial corporations, nonfinancial corporations, households, and NPISHs	14,7	38,4	37,9	35,3	32,4	39,401
678.20A100.C.O.A.2	Credit	14,7	38,4	37,9	35,3	32,4	39,724
678.20A100.D.O.A.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,322
678.20A110.B.O.A.2	Debt forgiveness					0,0	0,000
678.20A110.C.O.A.2	Credit					0,0	
678.20A110.D.O.A.2	Debit					0,0	
678.20A120.B.O.A.2	Other capital transfers	14,7	38,4	37,9	35,3	32,4	39,401
678.20A120.C.O.A.2	Credit	14,7	38,4	37,9	35,3	32,4	39,724
678.20A120.D.O.A.2	Debit					0,0	0,322
678.20A12Z.B.O.A.2	Of which: Capital taxes (debit)						
678.20A10Z.B.O.A.2	Of which: Between households					0,0	0,000
678.20A10Z.C.O.A.2	Credit						
678.20A10Z.D.O.A.2	Debit						
678.20A10Y.B.A.A.2	Of which: for each item in capital transfers: Transfers to NPISHs					0,0	0,000
678.20A10Y.C.A.A.2	Credit						
678.20A10Y.D.A.A.2	Debit						
678.B09999.B.A.A.2	Net lending (+) / net borrowing (-) (balance from current and capital account)	-123,2	-318,0	-114,9	-464,6	-125,4	-85,821

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
	Financial account						
678.309999.N.A.A.2	Net lending (+) / net borrowing (-) (balance from financial account)	-110,3	-298,1	-149,9	-445,6	-150,6	-96,286
678.3A9999.N.A.A.2	Direct investment	-31,4	-80,5	-353,8	-197,4	-260,4	-194,978
678.3A9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	24,0	-44,9	-48,5	-13,3	2,1	8,143
678.3AA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	29,4	-8,3	128,7	6,4	2,1	8,165
678.3AA100.A.A.A.2	Equity other than reinvestment of earnings	63,7	53,6	186,1	68,7	2,1	8,165
678.3AA110.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	62,6	52,0	183,4	66,3	2,1	0,793
678.3AA120.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	1,1	1,6	2,7	2,4	0,0	
678.3AA130.A.A.A.2	Between fellow enterprises					0,0	7,372
678.3AA131.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.3AA132.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.3AA133.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.3AA200.A.A.A.2	Reinvestment of earnings	9,1	21,9	14,0	2,3	0,0	0,000
678.3AA00Z.A.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units						
678.3AA00Y.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units						
678.3AB000.A.A.A.2	Debt instruments	-5,4	-36,6	-177,2	-19,8	0,0	-0,022
678.3AB100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	-6,5	-35,2	-175,1	-22,9	0,0	
678.3AB200.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	1,1	-1,4	-2,1	3,1	0,0	
678.3AB300.A.A.A.2	Between fellow enterprises					0,0	-0,022
678.3AB310.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.3AB320.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.3AB330.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.3ABZ00.A.A.A.2	Of which: Debt securities					0,0	0,000
678.3ABZ10.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises					0,0	
678.3ABZ20.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					0,0	
678.3ABZ30.A.A.A.2	Between fellow enterprises					0,0	
678.3ABZ31.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.3ABZ32.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.3ABZ33.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.3A9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	55,4	35,5	305,3	184,0	262,4	203,121
678.3AA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	56,9	36,4	304,6	184,8	185,4	96,255
678.3AA100.L.A.A.2	Equity other than reinvestment of earnings	66,0	58,3	318,5	187,1	118,3	61,631
678.3AA110.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	0,2	0,8	0,2	2,5	118,3	61,631
678.3AA120.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	65,8	57,5	318,3	184,6	0,0	
678.3AA130.L.A.A.2	Between fellow enterprises					0,0	
678.3AA131.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.3AA132.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.3AA133.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.3AA200.L.A.A.2	Reinvestment of earnings	34,3	61,9	57,4	62,3	67,1	34,624
678.3AA00Z.L.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units						
678.3AA00Y.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units						
678.3AB000.L.A.A.2	Debt instruments	-1,6	-0,9	0,8	-0,8	77,0	106,866
678.3AB100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	-1,6	-0,8	0,7	-0,7	24,5	48,891
678.3AB200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	0,0	-0,1	0,1	-0,1	52,6	59,167
678.3AB300.L.A.A.2	Between fellow enterprises					0,0	-1,192
678.3AB310.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.3AB320.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.3AB330.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.3ABZ00.L.A.A.2	Of which: Debt securities					0,0	0,000
678.3ABZ10.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises					0,0	
678.3ABZ20.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					0,0	
678.3ABZ30.L.A.A.2	Between fellow enterprises					0,0	
678.3ABZ31.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.3ABZ32.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.3ABZ33.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.3B9999.N.A.A.2	Portfolio investment	22,3	42,7	18,4	225,4	-25,9	21,042
678.3B9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	14,8	52,8	28,5	228,9	3,6	27,497
678.3BA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	0,0	1,0	3,0	-0,1	-0,6	0,067
678.3BA000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
678.3BA000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	
678.3BA000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,0	0,8	2,8	-0,1	-1,2	0,051
678.3BA000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
678.3BA000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	0,2	0,2	0,0	0,6	0,016
678.3BA000.A.F.A.2	Other financial corporations						
678.3BA000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					0,6	0,016
678.3BA100.A.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares						
678.3BA110.A.A.A.2	Listed						
678.3BA120.A.A.A.2	Unlisted						
678.3BA200.A.A.A.2	Investment fund shares or units						
678.3BA20Z.A.A.A.2	Of which: Reinvestment of earnings						
678.3BA2ZZ.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units						
678.3BB000.A.A.A.2	Debt securities	14,9	51,8	25,5	229,0	4,2	27,430

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.3BB000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
678.3BB000.A.C.S.2	Short-term	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.3BB000.A.C.L.2	Long-term						
678.3BB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	
678.3BB000.A.M.S.2	Short-term						
678.3BB000.A.M.L.2	Long-term						
678.3BB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	14,9	38,5	31,3	228,5	3,9	26,980
678.3BB000.A.D.S.2	Short-term	0,0	1,4	16,9	154,2	12,9	14,869
678.3BB000.A.D.L.2	Long-term	14,9	37,2	14,4	74,2	-9,0	12,111
678.3BB000.A.G.A.2	General government	0,0	11,0	-2,4	0,6	0,0	0,000
678.3BB000.A.G.S.2	Short-term					0,0	
678.3BB000.A.G.L.2	Long-term	0,0	11,0	-2,4	0,6	0,0	
678.3BB000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	2,3	-3,4	-0,1	0,3	0,450
678.3BB000.A.O.S.2	Short-term	0,0	1,1	0,0	-1,1	0,0	0,000
678.3BB000.A.O.L.2	Long-term	0,0	1,2	-3,4	1,0	0,3	0,450
678.3BB000.A.F.A.2	Other financial corporations					0,1	0,000
678.3BB000.A.F.S.2	Short-term					0,0	
678.3BB000.A.F.L.2	Long-term					0,1	
678.3BB000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					0,2	0,450
678.3BB000.A.N.S.2	Short-term					0,0	0,000
678.3BB000.A.N.L.2	Long-term					0,2	0,450
678.3B9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	-7,4	10,1	10,1	3,5	29,5	6,455
678.3BA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	-3,1	-1,3	-1,4	0,6	0,8	-2,010
678.3BA000.L.C.A.2	Central bank					0,0	
678.3BA000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	
678.3BA000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,7	-2,9	-1,2	-0,2	0,2	-0,207
678.3BA000.L.G.A.2	General government					0,0	
678.3BA000.L.O.A.2	Other sectors	-3,8	1,6	-0,2	0,8	0,5	-1,803
678.3BA000.L.F.A.2	Other financial corporations					0,0	
678.3BA000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					0,5	-1,803
678.3BA100.L.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares						
678.3BA110.L.A.A.2	Listed						
678.3BA120.L.A.A.2	Unlisted						
678.3BA200.L.A.A.2	Investment fund shares or units						
678.3BA20Z.L.A.A.2	Of which: Reinvestment of earnings						
678.3BA2ZZ.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units						
678.3BB000.L.A.A.2	Debt securities	-4,4	11,5	11,5	3,0	28,8	8,465
678.3BB000.L.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3BB000.L.C.S.2	Short-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
678.3BB000.L.C.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
678.3BB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3BB000.L.M.S.2	Short-term					0,0	
678.3BB000.L.M.L.2	Long-term					0,0	
678.3BB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-4,4	8,8	-12,3	-15,9	10,0	0,983
678.3BB000.L.D.S.2	Short-term	3,4	-2,5	0,0	0,0	11,4	-0,788
678.3BB000.L.D.L.2	Long-term	-7,8	11,3	-12,3	-15,9	-1,4	1,771
678.3BB000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	25,6	19,7	20,1	7,482
678.3BB000.L.G.S.2	Short-term	0,0	0,0	0,0	0,0	28,5	12,075
678.3BB000.L.G.L.2	Long-term	0,0	0,0	25,6	19,7	-8,4	-4,593
678.3BB000.L.O.A.2	Other sectors	0,0	2,7	-1,8	-0,9	-1,3	0,000
678.3BB000.L.O.S.2	Short-term	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,000
678.3BB000.L.O.L.2	Long-term	0,0	2,7	-1,8	-0,9	-1,0	0,000
678.3BB000.L.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3BB000.L.F.S.2	Short-term						
678.3BB000.L.F.L.2	Long-term						
678.3BB000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					-1,3	0,000
678.3BB000.L.N.S.2	Short-term					-0,3	
678.3BB000.L.N.L.2	Long-term					-1,0	
678.3C9999.N.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,1	-1,6	0,8	2,0	0,0	0,000
678.3C9999.N.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3C9999.N.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3C9999.N.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,000
678.3C9999.N.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3C9999.N.O.A.2	Other sectors	0,1	-1,6	0,1	2,0	0,0	0,000
678.3C9999.N.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3C9999.N.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					0,0	0,000
<i>678.3C999Z.N.A.A.2</i>	<i>Financial derivatives (other than reserves)</i>						
<i>678.3C999Y.N.A.A.2</i>	<i>Options</i>						
<i>678.3C999X.N.A.A.2</i>	<i>Forward-type contracts</i>						
<i>678.3C999W.N.A.A.2</i>	<i>Employee stock options</i>						
678.3C9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	0,1	-1,6	0,8	2,0	0,0	0,000
678.3C9999.A.C.A.2	Central bank					0,0	0,000
678.3C9999.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3C9999.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	
678.3C9999.A.G.A.2	General government					0,0	
678.3C9999.A.O.A.2	Other sectors	0,1	-1,6	0,1	2,0	0,0	0,000
678.3C9999.A.F.A.2	Other financial corporations						

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.3C9999.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					0,0	0,000
678.3C999Z.A.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves)					0,0	0,000
678.3C999Y.A.A.A.2	Options						
678.3C999X.A.A.A.2	Forward-type contracts						
678.3C999W.A.A.A.2	Employee stock options						
678.3C9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3C9999.L.C.A.2	Central bank						
678.3C9999.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.3C9999.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.3C9999.L.G.A.2	General government						
678.3C9999.L.O.A.2	Other sectors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3C9999.L.F.A.2	Other financial corporations						
678.3C9999.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs						
678.3C999Z.L.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves)						
678.3C999Y.L.A.A.2	Options						
678.3C999X.L.A.A.2	Forward-type contracts						
678.3C999W.L.A.A.2	Employee stock options						
678.3D9999.N.A.A.2	Other investment	-101,9	-285,4	-36,1	-407,9	94,8	114,1251
678.3D9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	32,8	-92,0	175,0	-151,0	220,9	111,703
678.3D9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	134,7	193,3	211,2	256,9	126,1	-2,4221
678.3DA000.N.A.A.2	Other equity					0,0	0,000
678.3DA000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets					0,0	0,000
678.3DA000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities					0,0	0,000
678.3DB000.N.A.A.2	Currency and deposits	-7,6	21,7	44,7	-14,0	194,5	151,067
678.3DB000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	8,1	-45,7	55,8	89,9	275,8	119,059
678.3DB000.A.C.A.2	Central banks					0,0	0,000
678.3DB000.A.C.S.2	Short-term						
678.3DB000.A.C.L.2	Long-term						
678.3DB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3DB000.A.M.S.2	Short-term						
678.3DB000.A.M.L.2	Long-term						
678.3DB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	4,6	-43,3	12,8	109,7	18,0	16,043
678.3DB00Z.A.D.A.2	Of which: Interbank positions					0,0	
678.3DB000.A.D.S.2	Short-term					18,0	16,043
678.3DB000.A.D.L.2	Long-term					0,0	0,000
678.3DB000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DB000.A.G.S.2	Short-term						
678.3DB000.A.G.L.2	Long-term						
678.3DB000.A.O.A.2	Other sectors	3,5	-2,4	43,0	-19,8	257,8	103,016
678.3DB000.A.O.S.2	Short-term					257,8	93,229
678.3DB000.A.O.L.2	Long-term					0,0	9,787
678.3DB000.A.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3DB000.A.F.S.2	Short-term						
678.3DB000.A.F.L.2	Long-term						
678.3DB000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					257,8	103,016
678.3DB000.A.N.S.2	Short-term					257,8	93,229
678.3DB000.A.N.L.2	Long-term					0,0	9,787
678.3DB000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	15,7	-67,4	11,2	103,9	81,2	-32,008
678.3DB000.L.C.A.2	Central banks	-0,4	-1,4	2,8	-1,6	-1,5	1,738
678.3DB000.L.C.S.2	Short-term					-1,5	1,738
678.3DB000.L.C.L.2	Long-term						
678.3DB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3DB000.L.M.S.2	Short-term						
678.3DB000.L.M.L.2	Long-term						
678.3DB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	16,1	-66,0	8,4	105,4	82,7	-33,746
678.3DB00Z.L.D.A.2	Of which: Interbank positions					0,0	
678.3DB000.L.D.S.2	Short-term					82,7	-33,736
678.3DB000.L.D.L.2	Long-term						-0,010
678.3DB000.L.G.A.2	General government					0,0	0,000
678.3DB000.L.G.S.2	Short-term						
678.3DB000.L.G.L.2	Long-term						
678.3DB000.L.O.A.2	Other sectors					0,0	0,000
678.3DB000.L.O.S.2	Short-term					0,0	0,000
678.3DB000.L.O.L.2	Long-term					0,0	0,000
678.3DB000.L.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3DB000.L.F.S.2	Short-term						
678.3DB000.L.F.L.2	Long-term						
678.3DB000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					0,0	0,000
678.3DB000.L.N.S.2	Short-term						
678.3DB000.L.N.L.2	Long-term						
678.3DC000.N.A.A.2	Loans	-63,0	-125,7	-111,8	-85,4	-146,5	-26,096
678.3DC000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	7,7	-18,2	11,9	80,3	-4,7	0,328
678.3DC000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DC00Z.A.C.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)					0,0	0,000
678.3DC000.A.C.S.2	Other short-term						
678.3DC000.A.C.L.2	Other long-term						
678.3DC000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.3DC00z.A.M.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)					0,0	0,000
678.3DC000.A.M.S.2	Other short-term						
678.3DC000.A.M.L.2	Other long-term						
678.3DC000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	7,7	-18,2	10,0	82,1	-4,7	0,340
678.3DC000.A.D.S.2	Short-term	-3,0	-9,6	6,3	34,0	-14,7	-5,954
678.3DC000.A.D.L.2	Long-term	10,7	-8,6	3,7	48,2	10,0	6,294
678.3DC000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.3DC00z.A.G.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)					0,0	0,000
678.3DC000.A.G.S.2	Other short-term						
678.3DC000.A.G.L.2	Other long-term						
678.3DC000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	0,0	1,9	-1,9	0,0	-0,012
678.3DC000.A.O.S.2	Short-term	0,0	0,0	1,9	-1,9	0,0	-0,012
678.3DC000.A.O.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DC000.A.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3DC000.A.F.S.2	Short-term						
678.3DC000.A.F.L.2	Long-term						
678.3DC000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					0,0	-0,012
678.3DC000.A.N.S.2	Short-term						-0,012
678.3DC000.A.N.L.2	Long-term						0,000
678.3DC000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	70,7	107,6	123,6	165,7	141,9	26,4235
678.3DC000.L.C.A.2	Central bank	2,0	12,7	1,5	2,8	21,7	3,736
678.3DC00z.L.C.A.2	Credit and loans with the IMF	2,0	12,7	1,5	2,8	21,7	3,736
678.3DC000.L.C.S.2	Other short-term	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.3DC000.L.C.L.2	Other long-term	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.3DC000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3DC00z.L.M.A.2	Credit and loans with the IMF					0,0	0,000
678.3DC000.L.M.S.2	Other short-term						
678.3DC000.L.M.L.2	Other long-term						
678.3DC000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	1,3	-6,1	0,7	36,7	13,5	31,405
678.3DC000.L.D.S.2	Short-term	-3,8	0,2	0,0	0,0	1,3	-0,449
678.3DC000.L.D.L.2	Long-term	5,1	-6,3	0,7	36,8	12,2	31,854
678.3DC000.L.G.A.2	General government	87,3	103,3	157,3	120,2	123,3	4,985
678.3DC00z.L.G.A.2	Credit and loans with the IMF						
678.3DC000.L.G.S.2	Other short-term	0,0	32,5	0,0	0,0		
678.3DC000.L.G.L.2	Other long-term	87,3	70,8	157,3	120,2	123,3	4,985
678.3DC000.L.O.A.2	Other sectors	-19,8	-2,4	-35,8	5,9	-16,6	-13,703
678.3DC000.L.O.S.2	Short-term	-14,3	1,7	-33,2	6,7	-16,5	-0,075
678.3DC000.L.O.L.2	Long-term	-5,5	-4,0	-2,6	-0,7	-0,1	-13,628
678.3DC000.L.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3DC000.L.F.S.2	Short-term						
678.3DC000.L.F.L.2	Long-term						
678.3DC000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					-16,6	-13,703
678.3DC000.L.N.S.2	Short-term					-16,5	-0,075
678.3DC000.L.N.L.2	Long-term					-0,1	-13,628
678.3DD000.N.A.A.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes					0,0	0,000
678.3DD000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets					0,0	0,000
678.3DD000.A.C.A.2	Central bank						
678.3DD000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.3DD000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank						
678.3DD000.A.G.A.2	General government						
678.3DD000.A.O.A.2	Other sectors					0,0	0,000
678.3DD000.A.F.A.2	Other financial corporations						
678.3DD000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs						
678.3DD100.A.A.A.2	Nonlife insurance technical reserves						
678.3DD200.A.A.A.2	Life insurance and annuity entitlements						
678.3DD300.A.A.A.2	Pension entitlements						
678.3DD400.A.A.A.2	Claims of pension funds on sponsors						
678.3DD500.A.A.A.2	Entitlements to nonpension benefits						
678.3DD600.A.A.A.2	Provisions for calls under standardized guarantees						
678.3DD000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities					0,0	0,000
678.3DD000.L.C.A.2	Central bank						
678.3DD000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.3DD000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations except central bank						
678.3DD000.L.G.A.2	General government						
678.3DD000.L.O.A.2	Other sectors					0,0	0,000
678.3DD000.L.F.A.2	Other financial corporations						
678.3DD000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs						
678.3DD100.L.A.A.2	Nonlife insurance technical reserves						
678.3DD200.L.A.A.2	Life insurance and annuity entitlements						
678.3DD300.L.A.A.2	Pension entitlements						
678.3DD400.L.A.A.2	Claims of pension funds on sponsors						
678.3DD500.L.A.A.2	Entitlements to nonpension benefits						
678.3DD600.L.A.A.2	Provisions for calls under standardized guarantees						
678.3DE000.N.A.A.2	Trade credit and advances	-2,3	-83,6	-5,6	-5,8	19,8	-4,222
678.3DE000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	1,4	0,7	13,1	-1,6	1,3	-3,026
678.3DE000.A.C.A.2	Central bank					0,0	0,000
678.3DE000.A.C.S.2	Short-term						

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.3DE000.A.C.L.2	Long-term						
678.3DE000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3DE000.A.M.S.2	Short-term						
678.3DE000.A.M.L.2	Long-term						
678.3DE000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank					0,0	0,000
678.3DE000.A.D.S.2	Short-term						
678.3DE000.A.D.L.2	Long-term						
678.3DE000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DE000.A.G.S.2	Short-term						
678.3DE000.A.G.L.2	Long-term						
678.3DE000.A.O.A.2	Other sectors	1,4	0,7	13,1	-1,6	1,3	-3,026
678.3DE000.A.O.S.2	Short-term	1,4	0,7	13,1	-1,6	1,3	-0,031
678.3DE000.A.O.L.2	Long-term					0,0	-2,995
678.3DE000.A.F.A.2	Other financial corporations					-0,1	0,000
678.3DE000.A.F.S.2	Short-term					-0,1	
678.3DE000.A.F.L.2	Long-term					0,0	
678.3DE000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					1,4	-3,026
678.3DE000.A.N.S.2	Short-term					1,4	-0,031
678.3DE000.A.N.L.2	Long-term					0,0	-2,995
678.3DE000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	3,6	84,3	18,7	4,2	-18,5	1,196
678.3DE000.L.C.A.2	Central bank					0,0	0,000
678.3DE000.L.C.S.2	Short-term						
678.3DE000.L.C.L.2	Long-term						
678.3DE000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3DE000.L.M.S.2	Short-term						
678.3DE000.L.M.L.2	Long-term						
678.3DE000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank					0,0	0,000
678.3DE000.L.D.S.2	Short-term						
678.3DE000.L.D.L.2	Long-term						
678.3DE000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DE000.L.G.S.2	Short-term						
678.3DE000.L.G.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.3DE000.L.O.A.2	Other sectors	3,6	84,3	18,7	4,2	-18,5	1,196
678.3DE000.L.O.S.2	Short-term	3,6	84,3	18,7	4,2	-18,7	0,539
678.3DE000.L.O.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,657
678.3DE000.L.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3DE000.L.F.S.2	Short-term						
678.3DE000.L.F.L.2	Long-term						
678.3DE000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					-18,5	1,196
678.3DE000.L.N.S.2	Short-term					-18,7	0,539
678.3DE000.L.N.L.2	Long-term					0,2	0,657
678.3DF000.N.A.A.2	Other accounts receivable/payable	-29,1	-97,7	36,6	-302,8	27,1	-6,624
678.3DF000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	15,6	-28,8	94,3	-319,6	-51,5	-4,658
678.3DF000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DF000.A.C.S.2	Short-term						

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2 012,000
678.3DF000.A.C.L.2	Long-term						
678.3DF000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3DF000.A.M.S.2	Short-term						
678.3DF000.A.M.L.2	Long-term						
678.3DF000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	16,6	-22,4	44,1	-285,5	-51,5	0,054
678.3DF000.A.D.S.2	Short-term	16,6	-22,4	44,1	-285,5	-51,5	0,054
678.3DF000.A.D.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DF000.A.G.A.2	General government	-0,3	-1,6	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DF000.A.G.S.2	Short-term	-0,3	-1,6	0,0	0,0		
678.3DF000.A.G.L.2	Long-term						
678.3DF000.A.O.A.2	Other sectors	-0,6	-4,8	50,2	-34,2	0,0	-4,712
678.3DF000.A.O.S.2	Short-term	-0,6	-4,8	50,2	-34,2	0,0	-4,712
678.3DF000.A.O.L.2	Long-term					0,0	0,000
678.3DF000.A.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3DF000.A.F.S.2	Short-term						
678.3DF000.A.F.L.2	Long-term						
678.3DF000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					0,0	-4,712
678.3DF000.A.N.S.2	Short-term						-4,712
678.3DF000.A.N.L.2	Long-term						0,000
678.3DF000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	44,7	68,9	57,7	-16,8	-78,6	1,966
678.3DF000.L.C.A.2	Central bank	-0,8	8,5	-7,5	13,7	-8,5	1,875
678.3DF000.L.C.S.2	Short-term	-0,8	8,5	-7,5	13,7	-8,5	1,875
678.3DF000.L.C.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0			
678.3DF000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,000
678.3DF000.L.M.S.2	Short-term						
678.3DF000.L.M.L.2	Long-term						
678.3DF000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	40,6	61,9	78,3	-53,5	-68,1	0,091
678.3DF000.L.D.S.2	Short-term	40,6	61,9	78,3	-53,5	-68,1	0,091
678.3DF000.L.D.L.2	Long-term					0,0	
678.3DF000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3DF000.L.G.S.2	Short-term	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.3DF000.L.G.L.2	Long-term						
678.3DF000.L.O.A.2	Other sectors	4,8	-1,4	-13,2	22,9	-2,0	0,000
678.3DF000.L.O.S.2	Short-term	4,8	-1,4	-13,2	22,9	-2,0	0,000
678.3DF000.L.O.L.2	Long-term					0,1	0,000
678.3DF000.L.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,000
678.3DF000.L.F.S.2	Short-term						
678.3DF000.L.F.L.2	Long-term						
678.3DF000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					-2,0	0,000
678.3DF000.L.N.S.2	Short-term					-2,0	
678.3DF000.L.N.L.2	Long-term					0,1	
678.3DG000.L.A.A.2	Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)			0,0			
678.3E9999.A.A.A.2	Reserve assets	0,7	26,6	220,9	-67,6	40,8	-36,475
678.3EA000.A.A.A.2	Monetary gold	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3EA100.A.A.A.2	Gold bullion						
678.3EA200.A.A.A.2	Unallocated gold accounts						
678.3EB000.A.A.A.2	Special drawing rights	0,0	0,0	53,2	0,0	0,0	-0,012
678.3EC000.A.A.A.2	Reserve position in the IMF	-1,4	5,9	-5,5	3,5	3,8	-5,651
678.3ED000.A.A.A.2	Other reserve assets	2,0	20,7	173,2	-71,2	37,1	-30,812
678.3ED100.A.A.A.2	Currency and deposits	2,0	20,7	173,2	-71,2	37,1	-30,812
678.3ED110.A.A.A.2	Claims on monetary authorities	2,0	20,7	173,2	-71,2	0,0	0,246
678.3ED120.A.A.A.2	Claims on other entities					37,0	-31,058
678.3EE000.A.A.A.2	Securities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,000
678.3EE100.A.A.A.2	Debt securities						
678.3EE100.A.A.S.2	Short-term						
678.3EE100.A.A.L.2	Long-term						
678.3EE200.A.A.A.2	Equity and investment fund shares						
678.3EF000.A.A.A.2	Financial derivatives						
678.3EG000.A.A.A.2	Other claims	0,0	0,0	0,0	0,0		
678.409999.N.A.A.2	Net errors and omissions	12,9	19,9	-35,0	19,0	-25,2	-10,465
	Memorandum items						
678.4099E0.L.A.N.2	Exceptional financing	9,6	43,6	15,2	13,7	13,6	6,555
678.1D99E0.C.A.N.2	Secondary income						
678.1D99E1.C.A.N.2	Other intergovernmental grants						
678.1D99E2.C.A.N.2	Grants received from IMF subsidy accounts						
678.20A1E0.C.A.N.2	Capital transfers	10,7	10,9	13,0	11,0	13,6	6,555
678.20A1E1.C.A.N.2	Debt forgiveness	10,7	10,9	13,0	11,0	13,6	6,555

Tableau 2 : Position extérieure globale MBP6 – MALI

Series_Code	Label	2007	2008	2009	2010	2011	2012
678.809999.N.A.A.2	Net International Investment Position	-659,7	-822,1	-819,9	-1 265,5	-1 185,3	-1 915,3
678.809999.A.A.A.2	Assets	767,7	791,9	1 074,5	1 084,9	1 392,4	1 219,7
678.8A9999.A.A.A.2	Direct investment	5,4	5,2	4,8	3,0	19,7	28,5
678.8AA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	4,6	5,4	7,9	5,3	19,7	28,5
678.8AA100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	4,6	5,4	7,9	5,3	18,2	14,3
678.8AA00Y.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units						
678.8AB000.A.A.A.2	Debt instruments	0,8	-0,2	-3,1	-2,3	0,0	0,0
678.8AB100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	0,8	-0,2	-3,1	-2,3	0,0	
678.8B9999.A.A.A.2	Portfolio investment	34,0	104,2	130,0	358,9	217,6	161,6
678.8BA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	0,5	0,6	1,3	1,2	20,3	2,0
678.8BA000.A.C.A.2	Central bank						
678.8BA000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.8BA000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,4	0,4	0,9	0,8	19,3	1,4
678.8BA000.A.G.A.2	General government						
678.8BA000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	0,2	0,4	0,4	1,1	0,6
678.8BA100.A.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares						
678.8BA110.A.A.A.2	Listed						
678.8BA120.A.A.A.2	Unlisted						
678.8BA200.A.A.A.2	Investment fund shares or units						
678.8BA2ZZ.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units						
678.8BB000.A.A.A.2	Debt securities	33,6	103,6	128,7	357,7	197,3	159,7
678.8BB000.A.C.A.2	Central bank					0,0	0,0
678.8BB000.A.C.S.2	Short-term						
678.8BB000.A.C.L.2	Long-term						
678.8BB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0
678.8BB000.A.M.S.2	Short-term						
678.8BB000.A.M.L.2	Long-term						
678.8BB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	31,5	94,1	124,2	352,7	195,6	158,2
678.8BB000.A.D.S.2	Short-term		21,5	30,5	184,7	112,0	75,1
678.8BB000.A.D.L.2	Long-term	31,5	72,6	93,7	168,0	83,7	83,1
678.8BB000.A.G.A.2	General government				0,6	0,0	0,0
678.8BB000.A.G.S.2	Short-term						
678.8BB000.A.G.L.2	Long-term				0,6		
678.8BB000.A.O.A.2	Other sectors	2,0	9,5	4,5	4,4	1,6	1,5
678.8BB000.A.O.S.2	Short-term	0,0	1,1	1,1			
678.8BB000.A.O.L.2	Long-term	2,0	8,4	3,4	4,4	1,6	1,5
678.8C9999.A.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,2	0,2	0,2	2,1	0,4	0,4
678.8C9999.A.C.A.2	Central bank						
678.8C9999.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.8C9999.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank					0,4	0,4
678.8C9999.A.G.A.2	General government						
678.8C9999.A.O.A.2	Other sectors	0,2	0,2	0,2	2,1		
678.8C9999.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs						
678.8C999Z.A.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves)						
678.8C999Y.A.A.A.2	Options						
678.8C999X.A.A.A.2	Forward-type contracts						
678.8C999W.A.A.A.2	Employee stock options						
678.8D9999.A.A.A.2	Other investment	246,3	173,8	211,0	60,0	450,6	362,7
678.8DA000.A.A.A.2	Other equity						
678.8DB000.A.A.A.2	Currency and deposits	129,4	107,7	70,9	160,9	402,8	264,1
678.8DB000.A.C.A.2	Central banks						
678.8DB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.8DB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	115,9	72,5	12,8	122,5	140,5	156,6
678.8DB00Z.A.D.A.2	Of which: Interbank positions						
678.8DB000.A.G.A.2	General government						
678.8DB000.A.O.A.2	Other sectors	13,5	35,2	58,1	38,3	262,3	107,6
678.8DC000.A.A.A.2	Loans	47,6	29,4	11,9	92,1	87,5	87,8
678.8DC000.A.C.A.2	Central bank						
678.8DC000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.8DC000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	47,6	29,4	10,0	92,1	87,5	87,8
678.8DC000.A.D.S.2	Short-term	21,5	11,9	6,3	40,3	25,6	66,9
678.8DC000.A.D.L.2	Long-term	26,2	17,5	3,7	51,9	61,8	20,9
678.8DC000.A.G.A.2	General government						
678.8DC000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	0,0	1,9	0,0		
678.8DD000.A.A.A.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes						
678.8DD100.A.A.A.2	Nonlife insurance technical reserves						
678.8DE000.A.A.A.2	Trade credit and advances	28,7	27,1	40,1	38,5	11,0	2,6
678.8DE000.A.O.A.2	Other sectors	28,7	27,1	40,1	38,5	11,0	2,6
678.8DE000.A.N.L.2	Long-term						
678.8DF000.A.A.A.2	Other accounts receivable	40,7	9,6	88,1	-231,6	-50,8	8,1
678.8DF000.A.C.A.2	Central bank					0,0	0,0
678.8DF000.A.C.S.2	Short-term						
678.8DF000.A.C.L.2	Long-term						
678.8DF000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0
678.8DF000.A.M.S.2	Short-term						
678.8DF000.A.M.L.2	Long-term						
678.8DF000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	18,1	-4,3	44,1	-241,3	-50,8	0,6

678.8DF000.A.D.S.2	Short-term	18,1	-4,3	44,1	-241,3	-50,8	0,6
678.8DF000.A.D.L.2	Long-term						
678.8DF000.A.G.A.2	General government	1,6				0,0	0,0
678.8DF000.A.G.S.2	Short-term						
678.8DF000.A.G.L.2	Long-term						
678.8DF000.A.O.A.2	Other sectors	21,0	13,9	43,9	9,8	0,0	7,6
678.8DF000.A.O.S.2	Short-term						7,6
678.8DF000.A.O.L.2	Long-term						0,0
678.8DF000.A.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,0
678.8DF000.A.F.S.2	Short-term						
678.8DF000.A.F.L.2	Long-term						
678.8DF000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					0,0	7,6
678.8DF000.A.N.S.2	Short-term						7,6
678.8DF000.A.N.L.2	Long-term						
678.8E9999.A.A.A.2	Reserve assets	481,7	508,6	728,6	660,9	704,1	666,5
678.8EA000.A.A.A.2	Monetary gold						
678.8EA100.A.A.A.2	Gold bullion						
678.8EA200.A.A.A.2	Unallocated gold accounts						
678.8EA00z.A.A.A.2	Of which: Monetary gold under swap for cash collateral						
678.8EB000.A.A.A.2	Special drawing rights	0,0	0,0	52,4	52,4	57,1	56,1
678.8EC000.A.A.A.2	Reserve position in the IMF	4,2	10,4	4,9	8,4	13,0	7,2
678.8ED000.A.A.A.2	Other reserve assets	477,5	498,2	671,3	600,1	634,0	603,2
678.8ED100.A.A.A.2	Currency and deposits					634,0	603,2
678.8ED110.A.A.A.2	Claims on monetary authorities					0,4	0,6
678.8ED120.A.A.A.2	Claims on other entities					633,6	602,5
678.8EE000.A.A.A.2	Securities						
678.8EE100.A.A.A.2	Debt securities						
678.8EE100.A.A.S.2	Short-term						
678.8EE100.A.A.L.2	Long-term						
678.8EE200.A.A.A.2	Equity and investment fund shares						
678.8EE20z.A.A.A.2	Of which: Securities under repo for cash collateral						
678.8EF000.A.A.A.2	Financial derivatives						
678.8EG000.A.A.A.2	Other claims						
678.809999.L.A.A.2	Liabilities	1 427,4	1 614,1	1 894,4	2 350,4	2 577,7	3 135
678.8A9999.L.A.A.2	Direct investment	430,8	460,8	857,3	1 052,8	888,0	1 161,7
678.8AA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	291,9	286,8	261,4	437,3	525,4	644,1
678.8AA100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises					458,1	609,5
678.8AA200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)				-2,4		
678.8AA300.L.A.A.2	Between fellow enterprises					0,3	0,0
678.8AA310.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident						
678.8AA320.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident						
678.8AA330.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown						
678.8AA00Z.L.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units						
678.8AA00Y.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units						
678.8AB000.L.A.A.2	Debt instruments	138,8	174,0	595,9	615,6	362,6	517,6
678.8AB100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises					210,5	288,6
678.8AB200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)				-3,1	152,1	226,7
678.8AB300.L.A.A.2	Between fellow enterprises						2,2
678.8B9999.L.A.A.2	Portfolio investment	32,1	36,5	41,9	47,4	143,0	135,4
678.8BA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	10,7	9,4	7,9	8,5	5,8	5,0
678.8BA000.L.C.A.2	Central bank						
678.8BA000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.8BA000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	5,9	2,9	1,8	1,6	4,9	6,2
678.8BA000.L.G.A.2	General government						
678.8BA000.L.O.A.2	Other sectors	4,8	6,4	6,2	6,9	0,9	-1,1
678.8BA100.L.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares						
678.8BA110.L.A.A.2	Listed						
678.8BA120.L.A.A.2	Unlisted						
678.8BA200.L.A.A.2	Investment fund shares or units						
678.8BA2ZZ.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units						
678.8BB000.L.A.A.2	Debt securities	21,4	27,1	34,0	38,9	137,2	130,4
678.8BB000.L.C.A.2	Central bank					0,0	0,0
678.8BB000.L.C.S.2	Short-term						
678.8BB000.L.C.L.2	Long-term						
678.8BB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0
678.8BB000.L.M.S.2	Short-term						
678.8BB000.L.M.L.2	Long-term						
678.8BB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	21,4	24,4	7,6	-6,4	64,1	29,1
678.8BB000.L.D.S.2	Short-term	18,3	8,1	7,0	7,0	20,7	4,4
678.8BB000.L.D.L.2	Long-term	3,1	16,4	0,6	-13,3	43,5	24,7
678.8BB000.L.G.A.2	General government			25,6	45,3	70,5	101,3
678.8BB000.L.G.S.2	Short-term					46,5	88,3
678.8BB000.L.G.L.2	Long-term			25,6	45,3	24,0	13,0
678.8BB000.L.O.A.2	Other sectors		2,7	0,9		2,6	
678.8C9999.L.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options		1,5	1,5	-0,4	0,0	0,0
678.8C9999.L.C.A.2	Central bank						
678.8C9999.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)						
678.8C9999.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank						
678.8C9999.L.G.A.2	General government						
678.8C9999.L.O.A.2	Other sectors		1,5	1,5	-0,4	0,0	0,0
678.8C9999.L.F.A.2	Other financial corporations						
678.8C9999.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs						
678.8C999Z.L.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves)						
678.8C999Y.L.A.A.2	Options						

678.8C999X.L.A.A.2	Forward-type contracts						
678.8C999W.L.A.A.2	Employee stock options						
678.8D9999.L.A.A.2	Other investment	964,5	1 115,3	993,7	1 250,6	1 546,7	1 837,9
678.8DA000.L.A.A.2	Other equity						
678.8DB000.L.A.A.2	Currency and deposits	152,2	84,8	14,4	118,3	198,6	166,4
678.8DB000.L.C.A.2	Central banks	3,3	1,9	5,0	3,4	1,4	3,2
678.8DB000.L.C.S.2	Short-term					1,4	3,2
678.8DB000.L.C.L.2	Long-term					0,0	0,0
678.8DB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0
678.8DB000.L.M.S.2	Short-term						
678.8DB000.L.M.L.2	Long-term						
678.8DB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	148,9	82,9	9,4	114,9	197,2	163,3
678.8DC000.L.A.A.2	Loans	764,5	957,7	891,7	1 057,3	1 333,8	1 592,6
678.8DC000.L.C.A.2	Central bank	5,6	18,9	20,0	22,7	47,0	49,8
678.8DC000.L.C.A.2	Credit and loans with the IMF	5,6	18,9	20,0	22,7	47,0	49,8
678.8DC000.L.C.S.2	Other short-term						
678.8DC000.L.C.L.2	Other long-term						
678.8DC000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0
678.8DC000.L.M.A.2	Credit and loans with the IMF						
678.8DC000.L.M.S.2	Other short-term						
678.8DC000.L.M.L.2	Other long-term						
678.8DC000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	43,7	37,6	0,7	37,4	50,9	82,3
678.8DC000.L.D.S.2	Short-term	8,4	8,6	0,0	0,0	1,4	0,9
678.8DC000.L.D.L.2	Long-term	35,3	29,1	0,7	37,4	49,6	81,4
678.8DC000.L.G.A.2	General government	671,7	848,0	864,0	984,3	1 251,9	1 371,7
678.8DC000.L.G.A.2	Credit and loans with the IMF						
678.8DC000.L.G.S.2	Other short-term						
678.8DC000.L.G.L.2	Other long-term	671,7	848,0	864,0	984,3	1 251,9	1 371,7
678.8DC000.L.O.A.2	Other sectors	43,5	53,2	7,0	12,9	-16,0	88,8
678.8DD000.L.A.A.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes						
678.8DE000.L.A.A.2	Trade credit and advances	37,5	55,3	77,9	82,1	8,2	7,2
678.8DE000.L.O.A.2	Other sectors	37,5	55,3	77,9	82,1	8,2	7,2
678.8DE000.L.O.S.2	Short-term					7,9	3,4
678.8DE000.L.O.L.2	Long-term					0,2	3,8
678.8DE000.L.F.A.2	Other financial corporations					0,0	0,0
678.8DE000.L.F.S.2	Short-term						
678.8DE000.L.F.L.2	Long-term						
678.8DE000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					8,2	7,2
678.8DE000.L.N.S.2	Short-term					7,9	3,4
678.8DE000.L.N.L.2	Long-term					0,2	3,8
678.8DF000.L.A.A.2	Other accounts payable - other	10,3	17,5	9,7	-7,1	-63,4	3,3
678.8DF000.L.C.A.2	Central bank	0,6	9,1	1,6	15,4	5,9	3,1
678.8DF000.L.C.S.2	Short-term	0,6	9,1	1,6	15,4	5,9	3,1
678.8DF000.L.C.L.2	Long-term						
678.8DF000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					0,0	0,0
678.8DF000.L.M.S.2	Short-term						
678.8DF000.L.M.L.2	Long-term						
678.8DF000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank				-53,5	-68,1	0,2
678.8DF000.L.D.S.2	Short-term				-53,5	-68,1	0,2
678.8DF000.L.D.L.2	Long-term						
678.8DF000.L.G.A.2	General government					0,0	0,0
678.8DF000.L.G.S.2	Short-term						
678.8DF000.L.G.L.2	Long-term						
678.8DF000.L.O.A.2	Other sectors	9,7	8,4	8,1	31,0	-1,2	
678.8DG000.L.A.A.2	Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)					69,6	68,3

Tableau : Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO – MALI

Code SDMX	Nom du poste	2008	2009	2010	2011	2012
1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	-476,2	-309,2	-589,4	-309,746	-139,206
	Crédit	1 436,2	1 349,5	1589,3	1814,5	2213,0
	Débit	1 912,4	1 658,7	2178,6	2124,3	2352,2
1_B_N_N_E	Biens et services	-539,9	-322,9	-648,1	-495,6	-310,2
	Crédit	1 142,6	1 004,8	1206,7	1321,5	1708,3
	Débit	1 682,5	1 327,7	1854,7	1817,1	2018,5
1_B_N_N_E	Biens	-284,3	-99,2	-329,2	-157,1	57,0
	Crédit	938,5	836,8	1016,6	1127,7	1532,2
	Débit	1 222,8	936,0	1345,8	1284,7	1475,1
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-930,2	-734,7	-1089,5	-960,6	-1007,6
	Crédit	292,6	201,3	256,3	324,1	467,5
	Débit	1 222,8	936,0	1345,8	1284,7	1475,1
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont : Réexportations</i>				0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	-1,5	-0,6	-1,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	-0,6	-1,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Or non monétaire	645,9	635,5	761,8	804,1	1065,6
	Crédit	645,9	635,5	761,8	804,1	1065,6
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Services	-255,6	-223,7	-318,9	-338,6	-367,2
	Crédit	204,1	168,0	190,0	193,9	176,1
	Débit	459,7	391,7	508,9	532,4	543,3
1_B_N_N_E	Transport	-274,1	-207,9	-303,0	-330,4	-342,1
	Crédit	14,5	9,3	3,6	4,8	1,3
	Débit	288,7	217,2	306,5	335,2	343,4
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont fret</i>	<i>-243,3</i>	<i>-168,3</i>	<i>-277,1</i>	<i>-266,2</i>	<i>-305,8</i>
	Crédit	7,5	5,0	0,2	0,3	0,0
	Débit	250,8	173,3	277,3	266,5	305,8
1_B_N_N_E	Voyages	57,2	42,5	46,5	43,1	20,3
	Crédit	123,1	90,5	101,4	99,3	72,4
	Débit	65,9	48,0	54,9	56,2	52,1
1_B_N_N_E	Autres services	-38,7	-58,3	-62,4	-51,2	-45,4
	Crédit	66,5	68,3	85,1	89,8	102,4
	Débit	105,2	126,6	147,5	141,0	147,9
1_B_N_AL_E	Revenu primaire	-140,0	-216,0	-207,5	-217,9	-234,8
	Crédit	45,5	38,5	35,5	27,5	41,4
	Débit	185,5	254,5	243,1	245,5	276,2
1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	4,8	1,1	1,7	-4,3	-1,5
	Crédit	11,1	14,1	17,5	15,3	16,5
	Débit	6,4	13,0	15,8	19,6	18,0
3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	-144,7	-217,0	-209,2	-208,3	-235,1
	Crédit	34,4	24,4	18,1	12,2	17,0
	Débit	179,1	241,5	227,3	220,6	252,1
1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire				-5,3	1,8
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	7,9
	Débit	0,0	0,0	0,0	5,3	6,1
2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	203,7	229,7	266,2	403,8	405,8
	Crédit	248,1	306,1	347,1	465,4	463,3
	Débit	44,4	76,5	80,9	61,7	57,4
2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	47,5	82,3	98,1	81,0	29,0
	Crédit	49,4	89,4	105,4	96,9	42,6
	Débit	1,9	7,0	7,3	15,9	13,6
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	47,5	82,3	98,1	81,1	29,0
	Crédit	49,4	89,4	105,4	96,9	42,6
	Débit	1,9	7,0	7,3	15,9	13,6
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	156,2	147,3	168,1	322,7	376,8
	Crédit	198,7	216,8	241,7	368,5	420,7
	Débit	42,5	69,5	73,6	45,8	43,9
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	141,3	134,4	145,4	313,4	367,4
	Crédit	181,9	200,2	216,7	354,7	406,0
	Débit	40,6	65,8	71,3	41,3	38,6
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	141,3	134,4	145,4	313,4	367,4
	Crédit	181,9	200,2	216,7	354,7	406,0
	Débit	40,6	65,8	71,3	41,3	38,6
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	14,9	12,9	22,8	9,3	9,4
	Crédit	16,8	16,6	25,1	13,8	14,8
	Débit	2,0	3,7	2,3	4,5	5,3

Code SDMX	Nom du poste	2008	2009	2010	2011	2012
2_B_AL_AL_E	Compte de capital	158,2	194,4	124,7	184,3	53,4
	Crédit	158,5	194,7	125,2	184,4	55,6
	Débit	0,4	0,4	0,4	0,0	2,2
2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-0,4	-0,4	-0,4	0,0	-1,8
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	Débit	0,4	0,4	0,4	0,0	1,9
2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	158,5	194,7	125,2	184,3	55,1
	Crédit	158,5	194,7	125,2	184,4	55,5
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
2_B_GG_AL_E	Administration publique	120,1	156,8	89,8	151,9	15,7
	Crédit	120,1	156,8	89,8	151,9	15,7
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	10,9	13,0	11,0		
	Crédit	10,9	13,0	11,0	13,6	6,6
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	109,2	143,8	78,8		
	Crédit	109,2	143,8	78,8	138,3	9,2
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38,4	37,9	35,3	32,4	39,4
	Crédit	38,4	37,9	35,3	32,4	39,7
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	38,4	37,9	35,3	32,4	39,4
	Crédit	38,4	37,9	35,3	32,4	39,7
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-318,0	-114,9	-464,6	-125,4	-85,8
4_N_AL_AL_E	Compte financier	-264,8	-401,9	-425,1	-106,0	-97,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	39,3	407,8	129,2	262,1	103,9
	Augmentation nette de passifs	143,2	102,0	159,6	368,0	201,3
4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-264,8	-401,9	-425,1	-106,0	-97,4
4_N_AL_AL_E	Investissement direct	-80,5	-353,8	-197,4	-260,4	-195,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-44,9	-48,5	-13,3	2,1	8,1
	Augmentation nette de passifs	35,5	305,3	184,0	262,4	203,1
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-44,7	-175,9	-178,4	-183,3	-88,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	-8,3	128,7	6,4	2,1	8,2
	Augmentation nette de passifs	36,4	304,6	184,8	185,4	96,3
4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-35,8	-178,0	-19,0	-77,1	-106,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,9	-0,8	0,8	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	36,6	177,2	19,8	77,0	106,9
4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	9,2	-29,2	-19,0	-18,4	-5,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	13,4	-5,7	0,6	0,9	0,5
	Augmentation nette de passifs	4,3	23,5	19,6	19,3	5,7
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-1,4	0,4	-0,7	0,1	1,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,2	0,2	0,0	0,6	0,0
	Augmentation nette de passifs	1,6	-0,2	0,8	0,5	-1,8
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers				0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs				0,0	0,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-1,4	0,4	-0,7	0,1	1,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,2	0,2	0,0	0,6	0,0
	Augmentation nette de passifs	1,6	-0,2	0,8	0,5	-1,8
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0		0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers				0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs				0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0		0,1	1,8
	Acquisition nette d'actifs financiers				0,6	0,0
	Augmentation nette de passifs				0,5	-1,8
4_N_AL_AL_E	Titres de créance	10,6	-29,6	-18,3	-18,5	-7,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	13,3	-5,8	0,6	0,3	0,5
	Augmentation nette de passifs	2,7	23,8	18,8	18,8	7,5
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	11,0	-27,9	-19,1	-20,1	-7,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	11,0	-2,4	0,6	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	25,6	19,7	20,1	7,5
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-0,4	-1,6	0,8	1,6	0,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	2,3	-3,4	-0,1	0,3	0,5

Code SDMX	Nom du poste	2008	2009	2010	2011	2012
	Augmentation nette de passifs	2,7	-1,8	-0,9	-1,3	0,0
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières				0,1	0,5
	Acquisition nette d'actifs financiers				0,1	0,5
	Augmentation nette de passifs				0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				1,5	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers				0,2	0,0
	Augmentation nette de passifs				-1,3	0,0
4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-1,6	0,1	2,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-1,6	0,1	2,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers				0,0	
	Augmentation nette de passifs				0,0	
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-1,6	0,1	2,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-1,6	0,1	2,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs				0,0	0,0
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers				0,0	
	Augmentation nette de passifs				0,0	
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers				0,0	
	Augmentation nette de passifs				0,0	
4_N_AL_AL_E	Autres investissements	-192,0	-18,9	-210,7	172,8	102,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	-8,1	108,1	-57,4	259,1	95,3
	Augmentation nette de passifs	183,9	127,0	153,3	86,3	-7,5
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	-192,0	-18,9	-210,7	172,8	102,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	-8,1	108,1	-57,4	259,1	95,3
	Augmentation nette de passifs	183,9	127,0	153,3	86,3	-7,5
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-104,9	-157,3	-120,2	-123,3	-5,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-1,6	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	103,3	157,3	120,2	123,3	5,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-87,0	138,3	-90,5	296,1	107,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	-6,5	108,1	-57,4	259,1	95,3
	Augmentation nette de passifs	80,5	-30,3	33,1	-37,0	-12,5
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières				-0,1	0,1
	Acquisition nette d'actifs financiers				-0,1	0,0
	Augmentation nette de passifs				0,0	-0,1
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				296,1	107,7
	Acquisition nette d'actifs financiers				259,1	95,3
	Augmentation nette de passifs				-37,0	-12,4
5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	19,9	-35,0	19,0	-25,2	-10,5
	Crédit				-1731,4	-2157,7
	Débit				-1706,3	-2147,2
0_N_N_N_E	Solde global	-33,3	252,0	-20,5	-44,6	1,1
	Crédit	-18,0	322,7	67,1	5,4	7,0
	Débit	15,3	70,7	87,6	50,0	5,9
	Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	33,3	-252,0	20,5	44,6	-1,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	18,0	-322,7	-67,1	-5,4	-7,0
	Augmentation nette de passifs	-15,3	-70,7	-87,6	-50,0	-5,9
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-6,9	-224,1	82,6	-29,2	43,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	-26,6	-220,9	67,6	-40,8	36,5
	Augmentation nette de passifs	-19,7	3,2	-14,9	-11,7	-7,3
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	40,2	-27,9	-62,1	73,8	-44,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	44,6	-101,8	-134,7	35,5	-43,5
	Augmentation nette de passifs	4,4	-73,9	-72,6	-38,3	1,5



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int